

Spécial Durabilité





Un nouveau départ
pour relever vos défis

Dès janvier 2023, Le Temps SA crée sa propre régie dédiée au marché publicitaire romand.

Nous serons à vos côtés
pour répondre à vos besoins
de communication dans
«Le Temps» papier ou numérique.

**Prenez rendez-vous dès
aujourd'hui avec notre
équipe afin de planifier au
mieux vos campagnes 2023.**



Le Temps SA
Avenue du Bouchet 2
1209 Genève
publicite@letemps.ch
022 575 80 50

LE TEMPS

Passer à l'action

Sustainable Switzerland – une initiative de l'entreprise NZZ – est une plateforme de dialogue autour du développement durable avec un site dédié, des événements et un réseau de partenaires de renom issus du monde économique et scientifique.

NORMAN BANDI

«Ensemble, nous créons un avenir durable pour la Suisse!»: en collaboration avec de nombreux partenaires de renom du monde économique et scientifique, l'entreprise NZZ a lancé en mars dernier l'initiative nationale de développement durable Sustainable Switzerland. L'objectif est de promouvoir cette thématique dans notre pays et de la rendre plus visible aux yeux du public en mettant en réseau les acteurs concernés et en incitant toutes les personnes impliquées à agir.

Un élan rendu possible grâce à des partenaires forts

Si nous ne le faisons pas maintenant, alors quand? C'est aussi ce que se disent les entreprises et les institutions qui s'engagent pour Sustainable Switzerland et qui invitent les secteurs de l'économie, la science, la politique et le public à assumer leur responsabilité économique, sociale et écolo-

gique et à apporter leur contribution à ce changement. Outre l'entreprise NZZ en tant qu'initiatrice, les principaux partenaires sont BCG, BKW, BMW, la Mobilière, economiesuisse, EPFL, ETH Zurich, SAP, Swisscom et UBS ainsi que Lidl Suisse comme partenaire fous et «Le Temps» comme partenaire média.

Sustainable Switzerland soutient et encourage non seulement l'Agenda 2030 et les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, mais aussi l'accord sur le climat 2050. Le but de ce projet est de rendre le développement durable visible dans notre pays et de mobiliser la société dans son ensemble en réunissant les acteurs concernés et en les incitant à agir. «C'est un fait que les objectifs de développement durable ne peuvent être atteints que si toutes les parties prenantes impliquées travaillent ensemble», explique Samuel Wille, responsable thématique de Sustainable Switzerland. Avant de rejoindre cette année l'entreprise NZZ, il a été l'un des initiateurs de Swiss-tainable, le programme pour plus de durabilité de Suisse Tourisme, et Head of Corporate Relations au WWF Suisse.

Les facteurs de réussite pour atteindre les objectifs de développement durable fixés sont, outre des partenariats constructifs, l'information et la sensibilisation: d'une part du côté des entreprises (B2B), d'autre part du côté des consommateurs (B2C). Le site web sustainableswitzerland.ch, qui vient d'être lancé, est un élément porteur qui regroupe toutes les actions. «Nous aidons à la compréhension des défis de notre temps par le biais de contenus thématiques spécifiques selon les critères de qualité de la NZZ. Les membres de l'équipe éditoriale s'intéressent concrètement aux solutions proposées par différents acteurs et à la contribution qu'ils peuvent apporter quant au développement durable de la Suisse, et incitent tout



UNSPLASH/TOBIAS WEINHOLD

un chacun à y participer», résume Samuel Wille.

Rayonnement et effet de levier

Felix Graf, CEO de la NZZ, est convaincu du rayonnement et de l'effet de levier de cette initiative: «Nous voulons toucher le plus grand nombre possible de personnes en Suisse. Elles doivent prendre conscience de tout ce qui est compris en matière de développement durable, de ce que font la science et l'économie et de ce qui les motive. Et nous voulons tous les encourager à jouer activement leur rôle.» En effet, «ensemble, nous créons un avenir durable pour la Suisse!»

 SUSTAINABLE SWITZERLAND



Scanner le code QR et devenez membre de la communauté de Sustainable Switzerland, la plateforme de développement durable.

Impressum

Durabilité

est un supplément de l'entreprise NZZ en coopération avec Sustainable Switzerland et le partenaire média «Le Temps». Ces suppléments partenaires ne sont pas produits par la rédaction, mais par le prestataire de services pour le storytelling journalistique: NZZ Content Creation.

sustainableswitzerland.ch

Gestion de projet

NZZ Content Creation: Norman Bandi et Rachel Fassbind (contenu), Armin Apadana (graphisme). NZZone: Hannes Rothfuss (vente). Contact: Neue Zürcher Zeitung AG, Falkenstrasse 11, 8021 Zurich, +41 44 258 16 98, sales@nzz.ch. nzzzone.ch

Photo de couverture

Sous l'appellation «Agenda 2030», les 193 États membres de l'Organisation des Nations unies (ONU) ont défini 17 Objectifs de développement durable (ODD) qui constituent un cadre de référence mondial pour le développement durable. Le timbre spécial reproduit ici a pour but d'attirer l'attention sur l'Agenda 2030 et ses ODD. Sur l'illustration, on peut voir 17 couleurs qui représentent ces objectifs. En 2022, la Suisse a fourni pour la deuxième fois un rapport national complet (voir l'article en page 4).

Source: La Poste

Pouvons-nous atteindre les objectifs de l'Agenda 2030?

Le compte à rebours est impitoyable. La communauté mondiale a encore 2621 jours pour atteindre ensemble les 17 objectifs de développement durable (ODD) convenus au niveau mondial. Un état des lieux.

NORMAN BANDI

Le temps est compté! «En 2022, nous serons presque à mi-parcours de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Des progrès importants ont été réalisés dans le monde entier durant cette période, rapprochant la communauté mondiale des 17 objectifs de développement durable (ODD). Mais ils ne sont pas suffisants pour atteindre les objectifs fixés d'ici 2030.» C'est ce qu'écrit le Conseil fédéral dans son introduction au «rapport national 2022 de la Suisse», qu'il a publié début mai et qu'il a présenté à la mi-juillet devant les Nations Unies (ONU) à New York («Executive Summary» voir l'encadré en page 5). Dans ses perspectives, le Conseil fédéral constate: «Face aux huit années restantes, il est clair que les objectifs ne pourront être atteints que par une action résolue de toutes les politiques sectorielles et de la société dans son ensemble.»

Selon les Nations unies, l'Agenda 2030 et ses ODD constituent un plan mondial visant à promouvoir une paix et une prospérité durables et à protéger notre planète. Depuis 2016, l'ensemble des 193 États membres de l'ONU travaillent à traduire cette vision commune de la lutte contre la pauvreté et de la réduction des inégalités par des plans de développement nationaux. Il est particulièrement important de répondre aux besoins et aux priorités des groupes de

population et des pays les plus vulnérables, car ce n'est qu'en ne laissant personne de côté que les 17 objectifs principaux et les 169 sous-objectifs pourront être atteints d'ici 2030. Entre-temps, près de la moitié du temps s'est écoulé: il nous reste 2621 jours (situation au 29 octobre 2022).

Nous pouvons tous faire quelque chose pour les ODD

«Veux-tu agir en faveur des ODD?», demande l'ONU, qui s'empresse de répondre elle-même: «Mettre fin à l'extrême pauvreté. Lutter contre les inégalités et les injustices. Stopper le changement climatique. Les objectifs de développement durable sont des objectifs importants qui changent le monde et pour lesquels les gouvernements, les organisations internationales, les petites, moyennes et grandes entreprises ainsi que les décideurs du monde entier travaillent ensemble. Pourtant, il semble parfois impossible que les mesures prises par chacun d'entre nous puissent avoir le moindre impact.»

Cela semble presque utopique. Mais faut-il pour autant abandonner? «Non! Nous faisons tous partie de la solution aux problèmes mondiaux. Nous avons tous une responsabilité et le moindre changement dans notre comportement aura un impact positif. Heureusement, il existe quelques conseils et outils utiles pour agir dès aujourd'hui en faveur des ODD», encouragent à nouveau les Nations unies.



Début juin, le mouvement climatique mondial s'est réuni à Stockholm pour commémorer sa première conférence en 1972. Au centre, le Secrétaire général de l'ONU António

«Nous devons réaliser l'Agenda 2030 pour tenir notre promesse envers les générations actuelles et futures.»

António Guterres
Secrétaire général de l'ONU

Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a résumé l'état d'avancement des ODD dans son dernier rapport annuel: «Les défis sont énormes, mais il y a aussi des raisons d'espérer. La crise de Covid-19 a démontré l'admirable résilience des communautés, mis en évidence les efforts héroïques de la main d'œuvre d'importance systémique dans une multitude de métiers et a été la motivation pour étendre rapidement la protection sociale, accélérer la transformation numérique et établir une collaboration mondiale sans précédent pour le développement de vaccins. Un avenir meilleur est possible. Nous devons profiter de la crise pour transformer notre monde, mettre en œuvre l'Agenda 2030 et tenir nos promesses envers les générations actuelles et futures.»

Nous ne sommes pas encore partout sur la bonne voie

Au sein de l'Union européenne (UE), on mesure régulièrement comment la communauté des États



Commemorer le 50e anniversaire du Programme des Nations Unies pour l'environnement Guterres, à sa gauche le roi de Suède Carl Gustaf et sa fille la princesse Victoria. PNUE

se dirige vers la réalisation des objectifs de développement durable. Eurostat, l'office statistique de l'UE, a publié son dernier rapport le 23 mai 2022. Intitulé «Sustainable development in the European Union – 2022 monitoring report on progress towards the SDGs in an EU context», il offre un aperçu factuel et détaillé des opportunités et des menaces pour atteindre les ODD.

Les données contenues dans l'analyse montrent que, conformément aux priorités de la Commission économique, l'UE a maintenu le cap sur la réalisation de la plupart des objectifs de développement durable au cours des cinq dernières années dans des domaines politiques clés tels que le Green Deal européen, la stratégie numérique et le plan d'action du pilier européen des droits sociaux. Alors que le rythme des progrès était plus élevé pour certains objectifs que pour d'autres, seuls quelques domaines spécifiques ont connu un recul au niveau de leurs objectifs.

Le commissaire européen aux Affaires économiques Paolo Gentiloni a donc lancé un avertissement: «C'est la deuxième fois en trois ans que l'Europe est confrontée à un événement imprévu et soudain. Même si nous devons maintenant gérer les effets du choc économique provoqué par l'invasion russe de l'Ukraine, cela ne doit pas nous faire perdre de vue la transforma-

tion souhaitée du modèle économique de l'Europe. Cette situation doit au contraire nous inciter à redoubler d'efforts afin d'accroître notre résilience et de rendre nos processus de production et nos actions quotidiennes plus durables.»

L'ODD numéro 17 nous montre la voie

Dans ces efforts communs, les 17 objectifs de développement durable (ODD) restent à la fois la boussole qui nous guide et le critère de mesure de notre prétendue réussite. Dans ce contexte, l'ODD numéro 17 revêt une importance centrale: «Renforcer les moyens de mise en œuvre et redynamiser le partenariat mondial pour le développement durable». Les pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile doivent être impliqués de la même manière.

Des plateformes de dialogue interdisciplinaires et interactives peuvent donner des impulsions dans ce sens – comme Sustainable Switzerland, la nouvelle initiative nationale de développement durable, qui en est une. Les entreprises et institutions locales s'engagent: elles invitent l'économie, la science, la politique et le public à assumer leur responsabilité économique, sociale et écologique et à apporter leur contribution au développement durable de la Suisse.

«Executive Summary» sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030

La Suisse a déjà bien avancé concernant de nombreux objectifs. Malgré une bonne situation de départ, il existe aussi en Suisse des domaines dans lesquels des efforts supplémentaires devront être réalisés à l'avenir. La poursuite de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 en Suisse s'oriente notamment aux trois thèmes prioritaires définis par le Conseil fédéral dans la Stratégie de développement durable 2030. Les objectifs de ces trois thèmes prioritaires sont étroitement liés.

Consommation durable et production durable

La Suisse possède l'un des niveaux de prospérité les plus élevés au monde. L'activité économique en Suisse est de plus en plus conçue de manière à préserver la prospérité et le bien-être sans pour autant surexploiter les ressources naturelles. Dans ce contexte, il convient en par-

ticulier de prendre en compte les répercussions du comportement de consommation de la population vivant en Suisse sur les humains et l'environnement dans d'autres pays. Un accent particulier est par ailleurs mis sur la transformation des systèmes alimentaires.

Climat, énergie et biodiversité

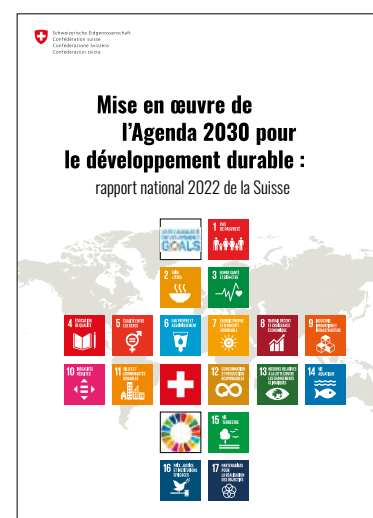
Les émissions de gaz à effet de serre ont nettement diminué en Suisse au cours des dernières années. L'objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre à zéro net d'ici 2050 reste toutefois un défi. De premiers jalons ont également été posés sur la voie d'un approvisionnement énergétique neutre pour le climat, mais là aussi, des efforts supplémentaires doivent être effectués afin d'accroître l'efficacité énergétique et de développer la production d'énergie

à partir de sources renouvelables. L'appauvrissement de la biodiversité constitue un défi mondial face auquel il est également nécessaire d'agir en Suisse.

Égalité des chances et cohésion sociale

L'égalité des chances est un principe important de la Constitution et du droit suisses. Ces dernières années, certains progrès ont été réalisés pour se rapprocher de cet idéal, comme par exemple l'extension du mariage aux couples de même sexe. Mais des défis subsistent, notamment dans le domaine de l'égalité salariale entre hommes et femmes et dans la répartition du travail de care. Sur ce thème, une priorité particulière est en outre accordée au développement du système éducatif.

Source: sdgital2030.ch/countryreport



La couverture du «rapport national 2022 de la Suisse» de 60 pages, disponible depuis début mai. DFAE

«L'objectif est de pouvoir garder les matériaux dans le système aussi longtemps que possible»

Dame Ellen MacArthur, fondatrice de la fondation du même nom, est considérée comme une icône et une pionnière de l'économie circulaire et de la coopération mondiale.

Le 23 septembre 2022, elle a donné une keynote au Swiss Sustainability Forum à Berne.

Comment jugez-vous l'état actuel de la Suisse et du monde sur la voie du développement durable?

Ellen MacArthur: Partout dans le monde, nous constatons que de plus en plus d'entreprises modifient leurs méthodes de travail afin d'exploiter les possibilités offertes par l'économie circulaire et de s'attaquer aux causes du changement climatique, de la perte de biodiversité, des déchets et de la pollution. Les opportunités sont évidentes et la coopération est la clé du succès. Ensuite, nous devons veiller à ce que la transformation de l'économie circulaire soit soutenue par des cadres coordonnés au niveau mondial qui permettent une mise à l'échelle rapide.

Avec votre fondation, vous vous êtes engagés dans une voie fondamentalement nouvelle. Quel est le facteur de réussite le plus important?

L'économie circulaire est une idée plus large qui peut se répandre rapidement dans tous les secteurs. Cela permet de créer de la valeur et des emplois tout en augmentant la résilience des chaînes d'approvisionnement. Le potentiel de croissance économique est énorme. Un seul exemple: L'étude de notre fondation «Business models for a thriving fashion industry» montre que les modèles commerciaux circulaires dans des domaines tels que la location, la revente, la transformation et la réparation ont le potentiel de s'approprier environ 23 % du marché mondial de la mode, soit 700 milliards de dollars, d'ici 2030.

Où avez-vous observé les plus grands défis?

Nous devons tous résoudre un conflit d'objectifs: Comment pouvons-nous créer et promouvoir un changement positif et régénéra-



«L'économie circulaire est une idée plus large qui peut se répandre rapidement dans tous les secteurs», explique Dame Ellen MacArthur.

A propos de Dame Ellen MacArthur

Le record du tour du monde en solitaire le plus rapide pour une femme est détenu par Dame Ellen MacArthur. 71 jours seule à bord avec des ressources réduites au maximum ont fait comprendre à la Britannique l'importance existentielle de la finitude. Elle a ensuite créé la Fondation Ellen MacArthur. Les priorités de sa fondation sont la mobilisation d'innovations réussies et de modèles commerciaux circulaires. Pour montrer ce qui est possible et où l'économie circulaire peut avoir le plus grand effet de levier, la fondation travaille avec des entreprises, des gouvernements et des universités et se concentre sur les secteurs du plastique, de l'alimentation, de la mode, de la finance et des villes.

teur alors que nous sommes pris dans ce système de «take-make-waste»? Les possibilités offertes par l'économie circulaire permettent de relever ce défi en évitant les déchets, en faisant circuler les produits et les matériaux et en régénérant ainsi la nature. L'économie circulaire est propulsée par le design. Nous devrions nous concentrer sur les activités en amont, le véritable levier de la réduction des déchets. En travaillant avec les entreprises et les gouvernements, nous pouvons concevoir un système qui nous permet à tous de prendre de meilleures décisions. Des décisions qui apportent des solutions aux défis mondiaux, plutôt que des déci-

DR

ons qui deviennent une partie des problèmes.

Quelles leçons tirez-vous de votre engagement passé?

La coopération est essentielle. Les problèmes mondiaux ont besoin de solutions mondiales. Le Global Commitment, mené par la fondation en collaboration avec le Programme des Nations unies pour l'environnement, en est un excellent exemple. La pollution plastique doit être combattue à la source. Plus de 500 organisations adhèrent désormais à une vision commune d'une économie circulaire pour les plastiques. Les entreprises, qui représentent 20 % de tous les emballages plastiques produits dans le monde, se sont engagées à atteindre des objectifs ambitieux pour 2025. Des rapports d'avancement annuels permettent de savoir où en sont les signataires par rapport à ces objectifs.

Que devraient faire maintenant les décideurs économiques, politiques et sociaux?

Nous pouvons tous prendre la décision de réutiliser ou de réparer, de partager et de recycler des objets. Mais le modèle économique actuel rend très difficile et souvent inconfortable l'application des principes et des alternatives de l'économie circulaire. Nous devons changer notre façon de penser. Nous devrions résister à la tentation de trop investir dans des solutions en aval. Il est tout à fait compréhensible de prendre des déchets, de repenser leur utilisation et d'innover pour créer quelque chose de nouveau avec. Les résultats sont tangibles et les effets positifs immédiatement perceptibles. Ces activités peuvent toutefois devenir si séduisantes qu'elles détournent l'attention des solutions en amont. Aussi louables et indéniables que soient les solutions à court terme: Nous concevons avec des déchets au lieu de concevoir pour la réduction des déchets.

Que conseillez-vous concrètement?

En plus de nos produits et services, nous avons besoin d'une refonte de l'ensemble du système qui les entoure. Cela inclut les modèles commerciaux, la manière dont les clients accèdent aux produits et la question de savoir ce qu'il advient de ces produits lorsque nous n'avons plus d'usage pour eux. L'objectif est de pouvoir conserver les matériaux le plus longtemps possible dans le système.

Anja Bundschuh, «Circular Hub»

Les grandes visions nécessitent une pensée généreuse

Comment manger un éléphant? Petit à petit. Ou, en d'autres termes: celui qui est confronté à une tâche exigeante et qui n'a pas encore une vue d'ensemble du chemin à parcourir jusqu'à la fin, commence par faire un premier pas et en fait suivre d'autres. C'est une approche pragmatique qui donne souvent de bons résultats.

ION KARAGOUNIS

Mais cette approche peut aussi nous mettre des bâtons dans les roues. Surtout lorsqu'il s'agit des grands défis de l'avenir et des concepts qui doivent contribuer à les résoudre. Je pense aux Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, au Green Deal de l'UE ou à la Nature Positive Economy, une nouvelle approche promue entre autres par le World Economic Forum (WEF). Ce sont tous des concepts visionnaires qui ont de grandes ambitions et autour desquels la politique suisse aime faire un grand écart.

Au lieu de penser de manière généreuse, nous morcelons ces visions en petites bouchées, certes maniables, mais finalement peu inspirantes, que nous traitons ensuite sans enthousiasme. C'est ce qui se passe actuellement avec les ODD, pour lesquels la Suisse a récemment présenté son rapport intermédiaire. Il n'y a néanmoins pas d'enthousiasme pour la cause. L'excuse pour nos actions est facile à trouver: la politique suisse est ainsi faite, elle est due à notre système et aux processus démocratiques.

Bien sûr, la politique est l'art du possible

Mais parfois, il serait bon d'aller au-delà de l'inévitable et de miser sur le Swiss Finish et le suivi autonome. Si nous gardons une vue d'ensemble, de nouvelles voies s'ouvrent brusquement. Des synergies apparaissent là où nous ne percevions auparavant que des contradictions et, dans l'idéal, nous trouvons des solutions qui servent plusieurs objectifs à la fois. La session d'automne des Chambres fédérales, qui vient de s'achever, a offert plusieurs occasions de le faire. Les modifications des lois fédérales sur l'énergie (LEne) et sur l'approvisionnement en électricité (LApEl) étaient au programme, ainsi que diverses affaires concernant les initiatives sur les glaciers et la biodiversité et leurs contre-propositions.

L'accélération du développement de l'utilisation de l'énergie solaire, notamment sur les bâtiments existants ainsi que sur les infrastructures, et l'amélioration de l'efficacité énergétique, comme le prévoient la LEne et la LApEl, apportent clairement des synergies. Les deux augmentent la sécurité d'approvisionnement, qui est actuellement au centre des préoccupations politiques, et les deux figurent en tête de la liste des souhaits en matière de protection de l'environnement. Il n'y a guère de raisons valables de ne pas le faire.

Mais les solutions gagnant-gagnant ne sont pas toujours réalisables, nous ne devons pas être naïfs à ce sujet. Il faut toujours faire la part des choses entre les intérêts de l'environnement, les exigences sociales et l'économie. Des concepts tels que les ODD aident également dans ce domaine. Ceux-ci fixent en premier lieu des objectifs, dix-sept au total. En outre, ils disent, et c'est particulièrement important dans ce contexte: un objectif spécifique ne doit pas être poursuivi au détriment d'un autre. C'est à cela que nous devons nous mesurer lorsque nous parlons de notre futur approvisionnement énergétique.

Diminuer la protection des biotopes d'importance nationale, comme l'a décidé le Conseil des Etats lors de la session d'automne, est contraire à l'esprit des ODD. Ces pièces maîtresses de la biodiversité suisse ne représentent que 2 % de notre territoire. Le bénéfice à court terme que nous tirerions d'un assouplissement de la protection serait sans commune mesure avec les dommages irréparables que nous causerions à long terme. Il appartient maintenant au Conseil national de corriger la décision du Conseil des Etats.

Qui a des visions a besoin d'un médecin

Ce proverbe est attribué, au choix, aux anciens dirigeants politiques Franz Vranitzky ou Helmut Schmidt. Ce qui est mal vu en po-



Ion Karagounis, Président de Go for Impact.

DR

«Ce qui est mal vu en politique trouve curieusement un terrain fertile dans le monde des affaires.»

litique trouve curieusement un terrain fertile dans le monde des affaires. Les ordinateurs Apple ou les véhicules Tesla ne seraient jamais devenus ce qu'ils sont aujourd'hui si des visionnaires comme Steve Jobs ou Elon Musk admirés par des millions de personnes n'avaient pas été derrière eux.

Avec les ODD, la communauté mondiale veut faire de notre planète ni plus ni moins qu'un lieu où il fait bon vivre pour tous les êtres humains. Il s'agit pourtant d'une vision convaincante et inspirante pour laquelle il vaut la peine de se battre - au quotidien et en politique.

Ion Karagounis est Président de Go for Impact et responsable des nouveaux modèles économiques et des questions d'avenir au WWF Suisse. Il écrit en outre régulièrement sur des thèmes liés à l'environnement et aux voyages.

Ce qui doit se passer pour que nous puissions encore atteindre les objectifs climatiques de 2030

La crise climatique menace. Il est grand temps de faire enfin avancer la décarbonisation comme il se doit. Mais des obstacles politiques entravent les progrès rapides. C'est la conclusion d'une étude réalisée par le Boston Consulting Group. Elle révèle toutefois aussi la façon dont la Suisse peut malgré tout atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

RACHEL FASSBIND

Noël 2050 en Suisse: ils veulent aller à la montagne, de préférence pour faire du ski. Mais il n'y a pas de neige à des kilomètres à la ronde. Bien sûr, car il n'a pas neigé depuis des années. Au-dessus de 1000 mètres, il est même préférable de se protéger des inondations, car les événements climatiques extrêmes font partie du quotidien. Le thermomètre indique 12 °C.

Un scénario d'horreur pour l'avenir? La réalité: selon le dernier baromètre des préoccupations du Credit Suisse, le changement climatique est effectivement l'un des principaux sujets d'inquiétude des Suisses. On compte déjà plusieurs centaines de décès dus à la chaleur chaque année dans ce pays, et le volume des glaciers a fondu de moitié au cours des 90 dernières années. Dans l'ensemble, la température moyenne a augmenté de 2 °C, soit presque deux fois plus que la moyenne mondiale.

Réduire les émissions radicalement et beaucoup plus rapidement

D'ici 2030, il s'agit de réduire les émissions annuelles de gaz à effet de serre d'au moins 50 pour cent par rapport à 1990. Ce n'est qu'ainsi que nous atteindrons d'ici 2050 l'objectif net zéro de l'Accord de Paris sur le climat sur lequel nous nous sommes engagés. Mais sommes-nous sur la bonne voie? Selon une nouvelle étude du Boston Consulting Group (BCG) pour Sustainable Switzerland, ce n'est pas le cas, voire pas du tout. Aujourd'hui déjà, nous manquons la trajectoire linéaire de réduction, car les mesures prévues ne suffisent pas. La modélisation du BCG révèle qu'en l'état actuel de la législation, la réduction de 54 à 27 mégatonnes d'émissions de gaz à effet de serre ne sera pas atteinte d'ici 2030, mais seulement une réduction à 40 mégatonnes par an. Ce sont surtout des obstacles administratifs qui se dressent sur le chemin. La thématique des «objectifs clima-

tiques de 2030» est un sujet que les médias n'abordent pas, on en parle à peine, et ce, malgré l'urgence de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ce thème est trop controversé sur le plan politique, et apparemment trop complexe pour les médias. La passivité va-t-elle bientôt nous coûter cher?

L'étude du BCG constate que les lois sont trop laxistes ou inexistantes dans notre pays lorsqu'il s'agit d'innovations dans le domaine de la durabilité. La Suisse pourrait pourtant montrer l'exemple. Grâce à des instituts de recherche sur le climat comme l'ETH Zurich ou l'EPFL à Lausanne, à la plus forte densité de demandes de brevets au monde et aux puissants flux financiers, le pays devrait être prédestiné à jouer un rôle de pionnier. «Qu'est-ce qu'une part de 0,1 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre représente? Nous n'aurions de toute façon que peu d'influence. En réalité,

nous émettons jusqu'à 29 fois plus de polluants. Si l'on ajoute les émissions dues au trafic aérien, aux chaînes de création de valeur comme la production de biens importés et aux flux financiers, les émissions s'élèvent à près de 3 %.

Accord de Paris: chaque pays s'occupe de lui-même

Dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat, il est toutefois prévu de ne prendre en compte que les émissions nationales, car tout le monde porte une responsabilité personnelle dans ce domaine. Si, par exemple, une Tesla qui roule dans les rues de Zurich est fabriquée à Berlin, la production du véhicule n'entre pas dans le bilan climatique national. Les 193 États membres de l'ONU qui ont signé l'accord s'efforcent ensemble de réduire les émissions de gaz à effet de serre, chacun de leur côté.

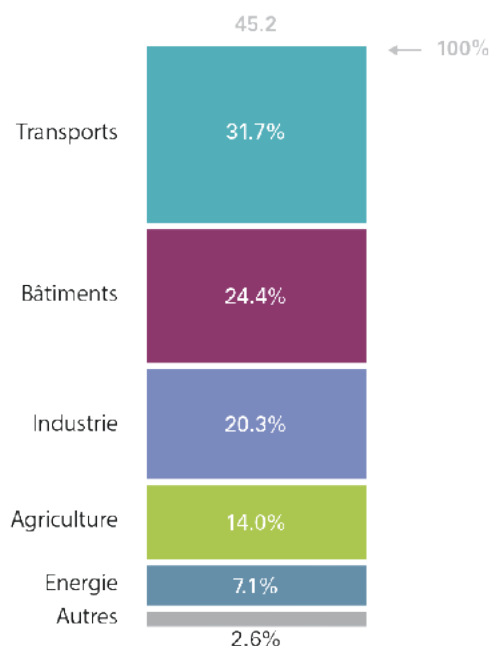
Comme la Suisse n'atteint pas cet objectif avec les mesures actuelles, le BCG a développé des solutions dans le cadre de son étude. Les secteurs économiques étudiés, à savoir les transports, le bâtiment, l'industrie et l'agriculture, sont responsables à eux seuls de 90 % du total des émissions nationales, c'est pourquoi il convient d'agir dans ces domaines d'activité (voir le tableau en page 9).

En revanche, le secteur de l'énergie a besoin de plus de puissance

La décarbonisation de ces secteurs a un impact direct sur la demande d'électricité. Pour que davantage de voitures électriques soient mises sur le marché, que nous puissions nous chauffer avec des pompes à chaleur et que nous puissions continuer à produire, il faudra environ 30 % d'énergie supplémentaire provenant de sources renouvelables d'ici 2030. Plus de 90 % de l'électricité suisse est déjà produite par des centrales hydrauliques ou nucléaires, et 5 % supplémentaires par des installations photovoltaïques ou éoliennes. Par conséquent, le secteur de l'énergie est presque décarbonisé. Mais pour mener à bien la phase de transition vers un avenir climatiquement neutre, il faut davantage d'énergie. Les capacités doivent être développées rapidement, mais comment?

Selon l'étude du BCG, l'investissement supplémentaire nécessaire pour renforcer le secteur de l'énergie s'élèverait à environ 50 milliards de francs entre aujourd'hui et 2030. En comparaison: une semaine de panne de courant nous coûterait deux fois plus cher. La campagne d'économie d'énergie actuellement menée par la Confédération estime que les dommages s'élèveraient à environ 100 milliards de francs en à peine sept jours. Dans l'ensemble, le BCG a calculé qu'un investissement complémentaire dans tous les secteurs s'élève à environ 140 milliards de francs, mais qu'il est alors possible d'atteindre la décarbonisa-

Aperçu global des émissions de gaz à effet de serre en 2021 en Suisse: les secteurs transports, bâtiments, industrie, agriculture et énergie représentent plus de 90 % de toutes les émissions



SOURCE: OFFICE FÉDÉRAL DE L'ENVIRONNEMENT, «INVENTAIRE DES GAZ À EFFET DE SERRE DE LA SUISSE»

Secteur	Transports	Bâtiments	Industrie	Agriculture
Définition	Tout type de transport de marchandises et de personnes, émissions dues au transport routier, ferroviaire et aérien (à l'exception du trafic aérien international)	Consommation d'énergie des locaux privés, publics et commerciaux pour le chauffage, la climatisation, l'électricité, les technologies de l'information et de la communication	Emissions provenant de tous les types de processus de production	Emissions liées à la production de matières premières agricoles (en particulier l'élevage et les cultures, ainsi que les émissions dans l'exploitation)
Total des émissions de gaz à effet de serre 2021	14,3 mégatonnes	11 mégatonnes	9,2 mégatonnes	6,3 mégatonnes
But de réduction pour les objectifs climatiques d'ici 2030	- 7,3 mégatonnes	- 7 mégatonnes	-2,6 mégatonnes	- 1,4 mégatonnes
Principaux leviers d'action par secteur (par ordre de faisabilité)	2. Transfert du transport de personnes et de marchandises de la route vers le rail Réduction: -9% 1. Conversion de voitures ou de camions en véhicules entièrement électriques ou fonctionnant à l'hydrogène Réduction: -24% 3. Utilisation de carburants respectueux de l'environnement comme le biodiesel ou les carburants synthétiques Réduction: -7%	3. Augmenter le rythme des rénovations des bâtiments afin de réduire la consommation d'énergie et de préparer les bâtiments au changement de mode de chauffage Réduction: -20% 1. Passer de systèmes de chauffage à des pompes à chaleur électriques qui utilisent l'électricité pour exploiter la chaleur de l'environnement, par exemple celle de l'air ou de la nappe phréatique (mais pour cela, il faut des bâtiments rénovés) Réduction: -23% 2. Conversion de systèmes de chauffage sélectionnés en systèmes de chauffage de proximité et à distance, par exemple la biomasse Réduction: -21%	2. Utiliser la technologie intersectorielle la plus efficace et recourir à la numérisation et à l'intelligence artificielle pour automatiser et optimiser les processus de production Réduction: -8% 1. Passer de la production de chaleur à partir de combustibles fossiles à des sources d'énergie renouvelables, telles que les gaz verts ou les pompes à chaleur Réduction: -11% 3. Augmenter l'utilisation de matériaux de construction à faibles émissions et réduire les émissions liées à la production de ciment Réduction: -8%	1. Permettre l'utilisation d'additifs alimentaires organiques limitant les émissions de méthane, tels que les algues rouges, dans l'alimentation animale Réduction: -13% 2. Construction d'installations de biogaz pour la fermentation du fumier afin d'éviter les émissions de méthane et de produire de l'énergie renouvelable Réduction: -4% 3. Réduction des déchets alimentaires lors des activités agricoles telles que la récolte Réduction: -3%
Exemple positif de l'économie	La Poste suisse exploite une flotte de plus de 10 000 véhicules. Le passage aux véhicules électriques est déjà en cours pour les camions de livraison, et le remplacement des premiers cars postaux a également commencé. D'ici 2029, ils ne veulent plus acquérir de véhicules de livraison fossiles. Ils atteindront ainsi la neutralité climatique dans leur propre exploitation en 2030.	Depuis 2016, les CFF renoncent au chauffage au mazout ou au gaz pour les nouvelles constructions et les rénovations de bâtiments. Depuis, ils ont déjà converti 164 installations à des alternatives sans combustibles fossiles comme le chauffage au bois, les pompes à chaleur ou le chauffage à distance. D'ici 2030, les 560 chauffages fossiles restants seront remplacés.	Holcim travaille à l'utilisation des déchets comme source d'énergie alternative. En utilisant des déchets non recyclables comme les pneus usagés pour ses fours à ciment, il est possible de réduire les besoins en combustibles fossiles – de 85 % d'ici 2030.	Lidl Suisse soutient un projet de l'Institut de recherche Agroscope. Dans ce cadre, ils testent l'utilisation de microalgues cultivées localement pour remplacer le fourrage. Ainsi, la libération de méthane chez les animaux, notamment les bovins, pourrait potentiellement être massivement réduite. De plus, les algues utilisent le CO ₂ pour se développer.
Emissions de gaz à effet de serre 2021 en Suisse par secteur	100% › 14.3 Voitures 73.0% Camions 12.0% Fourgons 8.0% Autres 7.0%	100% › 11.0 Appartements 42.4% Immobiliers commerciaux 30.5% Maisons individuelles ou bifamiliales 27.1%	100% › 9.2 Ciment et autres matériaux de construction 30.3% Produits chimiques et Pharmacie 19.9% Produits alimentaires 7.0% Substituts et solvants 16.9% Autres 24.0% 1.9%	100% › 9.2 Émissions de méthane par les bovins 47.8% Terres agricoles 23.7% Manipulation des engrais 14.8% Combustion du carburant 9.2% Autres 4.5%

SOURCE: ETUDE DU BCG POUR LA SUISSE, «OBJECTIFS CLIMATIQUES 2030» (VOIR L'ENCADRÉ EN PAGE 11)

tion en suivant la trajectoire linéaire de réduction.

«Un programme national d'infrastructures est nécessaire», constate le BCG. Si l'on étendait par exemple le réseau ferroviaire tout en construisant des stations de recharge pour les véhicules électriques, les émissions dues au trafic pourraient être fortement réduites. Grâce au développement coordonné des installations photovoltaïques et éoliennes, des centrales de pompage-turbinage et du réseau électrique, nous devrions donc avoir moins peur, même pendant une crise énergétique. La durée d'utilisation des projets d'infrastructure prévus durerait jusqu'à 40 ans, ce qui représente un investissement rentable. Mais outre les moyens financiers, il faut surtout un cadre politique qui favorise le progrès et l'innovation. «Le bâtiment et les transports sont les secteurs les plus simples à décarboniser, car les technologies nécessaires existent déjà. Il manque simplement des conditions-cadres et des systèmes d'incitation»,

«Chez Migros Industrie, nous sommes très engagés à réduire les émissions de gaz à effet de serre en utilisant des sources d'énergie alternatives.»

Christine Wiederkehr-Luther
Responsable de la direction
du développement durable
du groupe Migros



PHOTOS: DR

explique Reto Knutti, climatologue à l'EPF de Zurich, qui a également été interrogé dans le cadre de l'étude du BCG.

Voici un exemple concret: si aujourd'hui, il faut attendre environ 15 ans à partir de la demande de permis de construire pour un parc éolien avant que la première éolienne ne soit installée, cela pourrait être beaucoup plus rapide à l'avenir afin de garantir l'approvisionnement en électricité, même en hiver. En effet, d'octobre à mars, les installations photovoltaïques ne peuvent pas produire suffisamment d'énergie, contrairement à l'énergie éolienne. «Il existe deux obstacles majeurs à la construction de parcs éoliens en Suisse. Premièrement, les procédures d'autorisation et d'opposition sont longues, ce qui rend presque impossible le développement de nouveaux projets», explique Margarita Aleksieva, Head of Business Unit Wind and Solar chez FMB. «Deuxièmement, les permis de construire finaux doivent se concentrer sur des conditions marginales telles que la puissance installée, et non sur des technologies spécifiques».

L'experte soulève ainsi un problème important: aujourd'hui, les permis de construire doivent préciser le type exact de turbine. Cependant, la technologie des turbines a constamment évolué en l'espace de 25 ans. Margarita Aleksieva ajoute: «En attendant de pouvoir construire, il faut aller chercher au musée les turbines définies dans le permis de construire». FMB a l'intention d'investir 35 millions de francs dans le projet éolien de la Montagne de Tramelan, afin que six à sept éoliennes puissent alimenter 6000 foyers dans les environs. Mais ce que l'entreprise a planifié dès 2008 ne pourra être mis en service qu'en 2024 au plus tôt, en raison d'oppositions et de longues procédures d'autorisation.

La Suisse à la traîne comparée à d'autres pays

La mise en œuvre généralisée de technologies clés s'avère difficile en Suisse. D'autres pays européens comme le Royaume-Uni ou la France sont plus avancés dans ce domaine: ils ont fixé des objectifs de réduction des émissions plus élevés et s'y attaquent en appliquant des mesures appropriées. Le Royaume-Uni, par exemple, a réduit ses émissions de près de trois fois en pourcentage par rapport à nous depuis 1990. Outre les conditions politiques, les aspects financiers jouent ici un rôle important.

Cependant, la proposition actuelle de révision de la loi sur le CO₂ ne prévoit pas (ou plus) d'introduire des incitations à l'achat de véhicules électriques, d'interdire le chauffage avec des combustibles fossiles et d'accorder davantage de subventions à l'investissement pour l'innovation. Le BCG plaide pour un changement de cap. Il est fort probable que les dispositions du projet de loi adapté n'aient pas suffi à atteindre les objectifs climatiques nationaux. Ce qui est surtout critiqué dans l'étude: un tiers des réductions d'émissions suisses doit avoir lieu à l'étranger. Mais cette compensation n'est pas une solution durable, elle ne fait que repousser le problème à plus tard. En raison des formulations édulcorées, le Climate Action Tracker, reconnu au niveau international, a jugé les activités climatiques de la Suisse «insuffisantes».

Il vaut la peine d'agir et le plus tôt sera le mieux

La nouvelle loi sur le CO₂ entrera en vigueur au plus tôt en 2025. Avant cela, le contre-projet à l'initiative sur les glaciers sera encore élaboré. Après tout, depuis janvier de cette année, les entreprises de notre pays doivent remplir des obligations de transparence et de diligence étendues. L'objectif est que les entreprises fournissent aux investisseurs et aux autres parties prenantes des informations approfondies sur les questions des critères ESG (Environnement, Social, Gouvernance). Qu'est-ce que cela signifie concrètement?

Les sociétés publiques d'une certaine taille doivent rendre des comptes sur les questions environnementales, sociales et relatives aux travailleurs, sur le respect des droits de l'Homme et sur la lutte contre la corruption. En ce qui concerne les préoccupations environnementales, il s'agit notamment d'objectifs et de démarches visant à réduire les émissions de CO₂. La législation exige également des informations sur les risques et les opportunités liés au climat pour le succès de l'entreprise. Cela permet de voir clairement où, dans la chaîne de création de valeur, l'activité d'une entreprise laisse des traces positives ou négatives. Ainsi, l'entreprise peut être tenue pour responsable en conséquence. En 2024, c'est-à-dire dans 15 mois déjà, ce rapport sera obligatoire.

Certaines entreprises peuvent considérer l'élaboration de rapports détaillés sur le développement durable comme une corvée. Comme une corvée, mais il a une fonction



«La Poste s'est fixé pour objectif d'atteindre la neutralité climatique et le zéro net dans toutes ses activités, tout au long de la chaîne de création de valeur, à partir de 2040. La livraison climatiquement neutre de colis et de lettres par des véhicules électriques dans les zones urbaines à partir de 2025 et dans toute la Suisse à partir de 2030 constitue un jalon sur cette voie.»

Roberto Cirillo
CEO de la Poste

importante. Joachim Stephan, responsable pour la Suisse du Boston Consulting Group, en explique les avantages: «La durabilité est bien plus qu'une tendance, elle modifie l'économie en profondeur. Lors de la recherche d'un emploi, les travailleurs privilégient de plus en plus les entreprises qui ont des stratégies de durabilité crédibles. Les actions des entreprises qui prennent des mesures de protection du climat surpassent celles de leurs concurrents. En outre, les «early movers» bénéficient de meilleures conditions de financement. De plus en plus de banques examinent en effet les objectifs de durabilité et notamment les risques climatiques lors de l'octroi de crédits». Même la vente d'alternatives respectueuses de l'environnement gagne rapidement en dynamisme et en parts de marché.

Le succès des start-ups suisses innovantes dans le domaine de l'écoresponsabilité en témoigne: Climevents, Synhelion et Oxara lancent sur le marché des technologies qui collectent le CO₂ ou repensent les matériaux de construction et de production d'énergie. Mais les grandes entreprises comme Migros peuvent aussi jouer un rôle de pionnier. Elles mettent d'ores et déjà en œuvre des mesures qui devraient devenir la norme d'ici 2030: une transparence totale pour les consommateurs en



«Les CFF veulent réduire leurs émissions de CO₂ de moitié d'ici 2030 et devenir climatiquement neutres. Nous convertissons notamment nos systèmes de chauffage dans les bâtiments aux énergies renouvelables. Nous avons augmenté le taux de conversion annuel de 20 à 30 installations par an à 70 à 80 installations par an. C'est très ambitieux.»

Christina Meier
Responsable du développement durable des CFF



«Nous sommes conscients que le secteur du ciment joue un rôle crucial sur la voie de la décarbonisation. C'est pourquoi nous avons défini une feuille de route avec des mesures allant des camions électriques à l'utilisation de sources de carburant alternatives. Aujourd'hui déjà, nous remplaçons 51 % de nos besoins en combustibles fossiles par ce biais.»

Simon Kronenberg
CEO Holcim Central Europe West



«En tant que discounter très axé sur la durabilité, nous voulons soutenir les innovations en matière de microalgues. Cela permettrait d'économiser de grandes quantités de gaz méthane. Ce projet s'inscrit parfaitement dans notre stratégie en matière d'alimentation animale, qui vise à réduire l'impact négatif de la production de soja sur l'environnement.»

Julia Baumann
Department Manager Sustainability de Lidl Suisse



«Il existe deux obstacles majeurs à la construction de parcs éoliens en Suisse. Premièrement, les procédures d'autorisation et d'opposition sont longues, ce qui rend presque impossible le développement de nouveaux projets. Deuxièmement, les permis de construire définitifs doivent se concentrer sur des conditions marginales, et non sur des technologies.»

Margarita Aleksieva
Head of Business Unit Wind and Solar de BKW Energie

matière de compatibilité des produits avec le climat, la meilleure réduction possible des émissions tout au long de la chaîne de création de valeur et un affichage clair de la trajectoire de réduction des émissions de CO₂ ainsi que la réduction du plastique lorsque cela est possible. Par exemple, chez Delica à Meilen,

l'installation de production est refroidie à l'eau du lac, ce qui a permis d'économiser 690 kilogrammes de réfrigérants synthétiques. «L'économie bouge plus vite que la politique. Alors que les grandes entreprises ont compris depuis longtemps dans quelle direction elles doivent aller, les politiques ont encore du

mal à aborder le sujet après le rejet de la loi sur le CO₂ en 2021», explique le professeur Knutti.

Près de 70 % des électeurs suisses souhaitent des mesures de protection climatique plus strictes, comme l'a montré une analyse VOX en 2021. Ce sentiment devrait encore se renforcer compte tenu de la pénurie de matières premières, des difficultés de la chaîne d'approvisionnement et de la crise énergétique. Ce n'est donc pas la volonté de la population qui est en cause. Ce qui importe maintenant, c'est: un cadre réglementaire clair et à long terme pour canaliser les investissements vers la décarbonisation. «Oui, il est possible que la Suisse puisse atteindre ses objectifs climatiques d'ici 2030 et que le pays puisse réduire ses émissions annuelles de gaz à effet de serre de 50 pour cent par rapport à 1990, et ce sans compensation à l'étranger. Mais pour cela, la politique, l'économie et chacun d'entre nous doivent faire de grands pas en avant», conclut Daniel Kägi, Lead Climate and Sustainability Suisse du Boston Consulting Group. Mais même sans les réglementations correspondantes, les entreprises suisses devraient anticiper les évolutions du marché et investir de manière engagée dans l'avenir. En 2050, nous voulons encore être des conquérants des sommets, avec, espérons-le, un Noël blanc.

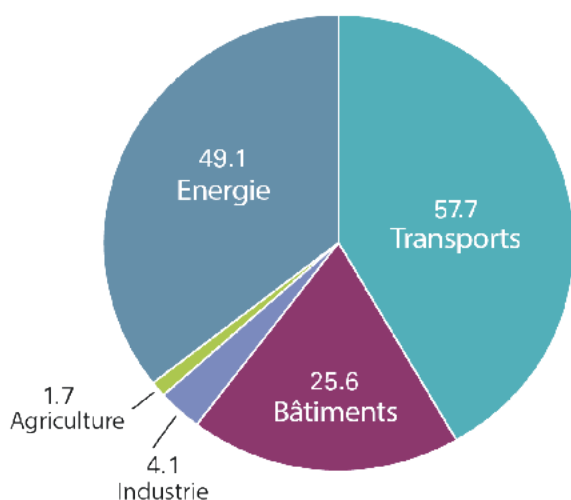
Etude du BCG: exclusivement pour Sustainable Switzerland

Le 16 septembre 2022, le BCG a publié une étude intitulée «Objectifs climatiques de 2030: comment la Suisse peut réduire de moitié ses émissions de gaz à effet de serre sur son territoire». Ce rapport a examiné comment les émissions générées dans notre pays dans les secteurs économiques du transport, du bâtiment, de l'industrie et de l'agriculture pourraient être réduites d'ici 2030, et quels investissements seraient nécessaires pour y parvenir. La publication «Perspectives énergétiques de 2050+» de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) ainsi que 14 entretiens approfondis avec sept entreprises et huit entretiens avec des experts ont servi de

base de données. L'étude complète est disponible sous forme de livre blanc en scannant le code QR.



Investissements supplémentaires nécessaires: 138.2 milliards francs



SOURCE: ETUDE DU BCG POUR LA SUISSE, «OBJECTIFS CLIMATIQUES 2030» (VOIR L'ENCADRÉ EN PAGE 11)



«TBH a réussi à transposer intégralement dans la réalité les objectifs énergétiques calculés théoriquement lors de la planification», déclare le restaurateur Heinz Reitbauer à propos de la transformation et de l'extension.

CATHRINE STUKHARD

«Le gaspillage d'énergie n'est plus une peccadille»

Le restaurant autrichien «Steirereck am Pogusch» est entièrement orienté vers la durabilité, notamment grâce à une collaboration avec BKW. Le restaurateur Heinz Reitbauer expose l'idée de base du projet et les différentes mesures du concept énergétique unique de l'auberge.

Vous dirigez avec votre femme le «Steirereck am Pogusch», un établissement entièrement orienté vers la durabilité. Quand l'idée de ce projet vous est-elle venue?

Heinz Reitbauer: Il y a environ huit ans, nous avons commencé à réfléchir en famille à l'avenir de notre maison. Le Steirereck am Pogusch, en Styrie, est une propriété familiale depuis 1992. Jusqu'à l'année dernière, mes parents géraient encore la maison, tandis que ma femme et moi nous occupons

de nos deux restaurants Meierei et Steirereck à Vienne. Lorsque la retraite de mes parents s'est profilée à l'horizon, nous avons réfléchi à temps à la manière dont nous pourrions continuer à gérer notre restaurant et notre hôtel comme une entreprise familiale.

De quelles idées vous êtes-vous inspiré?

Nous avons rapidement compris que nous voulions nous positionner comme dans nos maisons

à Vienne. En d'autres termes, le respect des aliments et des plantes, la durabilité et l'économie circulaire dans tous les domaines. L'énergie issue de sources durables en fait bien sûr partie. C'était très important pour nous, car le gaspillage d'énergie n'est plus, à mon avis, une peccadille. Nous avons poursuivi l'objectif de mettre en œuvre ces directives sans que ni nous ni nos hôtes n'ayons à renoncer à quoi que ce soit. À partir de ces réflexions, nous avons lancé un concours internatio-

nal d'architecture et communiqué nos idées et nos visions aux participants. J'ai même construit un modèle moi-même. Si je n'étais pas impliqué corps et âme dans l'hôtellerie, l'architecture m'aurait beaucoup intéressé comme alternative. Les équipes d'architectes avaient pour mission de repenser nos idées sur le plan architectural et énergétique.

Qui a remporté le concours pour ce projet?

L'entreprise TBH Ingenieur GmbH de Graz, une société du groupe BKW, faisait partie de l'équipe d'architectes qui a décroché la deuxième place du concours. Mais la solution pour l'énergie et les installations techniques du bâtiment, proposée par TBH, nous a tellement convaincus que nous avons confié la planification du projet à l'équipe gagnante PPAG et la réalisation de la construction à la deuxième équipe. Il s'est donc avéré que nous pouvions compter sur les services de TBH et, partant, sur le savoir-faire de BKW.

Comment se sont déroulés les travaux de transformation et d'extension, qui ont eu lieu pendant la pandémie du coronavirus ?

Les travaux de construction ont débuté fin 2019. Le projet comprenait la rénovation de bâtiments existants et la construction de nouveaux bâtiments. Au total, quelque 600 bennes de camion remplies de déblais ont été évacuées. Les mesures contre le coronavirus ont certes entraîné de légers retards, mais nous avons pu ouvrir notre nouvel établissement par étapes à partir de la mi-2021. Il est pleinement opérationnel depuis fin 2021.

Qu'est-ce qui rend le projet «Steirereck am Pogusch» si particulier ?

Tout est transparent et perméable. Par exemple, les clients peuvent



Heinz Reitbauer, restaurateur du «Steirereck am Pogusch».

DR

aller partout, même dans la cuisine, pour voir ce que nous y faisons. En outre, nous avons créé une diversité botanique qui n'a pas son pareil. Au total, plus de 400 types de plantes comestibles poussent chez nous et nous les utilisons en cuisine. De nombreuses plantes poussent dans des serres intégrées au bâtiment, à travers lesquelles la lumière pénètre dans les espaces intérieurs. La température de la pièce dépend des plantes, c'est pourquoi il peut faire assez frais en hiver dans les espaces précontraints devant les cabanes. Le climat intérieur est marqué par les odeurs et les parfums des plantes ainsi que par l'humidité de l'air. Nos hôtes dorment pour ainsi dire dans des cavernes chaudes, dans une serre.

Outre la durabilité, votre hôtel poursuit-il un objectif particulier ?

Oui, nous voulons montrer comment on peut enrichir l'agriculture en intégrant la nature, les gens et les traditions dans notre concept gastronomique. C'est la seule façon de rendre l'ensemble du projet, et donc l'offre, durable sur le plan touristique. Nous voulons un paysage où il fait bon vivre en aménageant les espaces de vie de manière durable.

Quelle a été la contribution de TBH Ingenieur GmbH ?

Dans le cadre de ce projet, TBH a réalisé l'ensemble du domaine de la domotique et de l'électrotechnique – du concept énergétique, de l'étude de projet, du suivi des travaux jusqu'à la livraison. La durabilité et l'économie circulaire ont toujours figuré au premier plan. Chaque ressource est intégrée et utilisée à bon escient dans notre entreprise

de restauration et d'hôtellerie Steirereck am Pogusch. Surtout, TBH a réussi à transposer pleinement dans la réalité les objectifs énergétiques calculés théoriquement lors de la planification. Notre concept énergétique a déjà été récompensé par «Ville de l'avenir». Tout au long de sa réalisation, nous avons senti que notre projet était également une affaire de cœur pour les collaborateurs de TBH.

Quelles mesures énergétiques concrètes ont été mises en œuvre par TBH Ingenieur GmbH ?

Dans notre entreprise en Styrie, TBH a créé un réseau énergétique hybride unique en son genre grâce à différentes mesures énergétiques et écologiques. Par exemple, nous misons entièrement sur l'énergie solaire. Pour cela, il faut bien sûr aussi des possibilités de stocker l'énergie. En outre, la chaleur résiduelle et la chaleur de la cuisine sont utilisées. Et les maisons en verre avec les plantes servent également d'accumulateur de chaleur. Nous avons renoncé à la climatisation. L'électricité que nous produisons nous-mêmes permet de recharger les voitures électriques de notre entreprise et celles de nos hôtes.

Dans le contexte de votre entreprise, on parle volontiers d'un hôtel autarcique. Pouvez-vous réellement être totalement autosuffisant en énergie ?

Pour ce qui est de la chaleur, c'est vrai. Nous sommes indépendants à 100 %. En ce qui concerne l'énergie, nous n'en sommes pas encore là et atteignons actuellement environ 25 % d'autarcie. Mais nous voulons encore augmenter ce chiffre.

TBH Ingenieur GmbH de BKW

La société TBH Ingenieur GmbH de Graz – une société du groupe BKW – a joué un rôle déterminant dans le projet d'un établissement hôtelier et gastronomique quasiment autosuffisant en énergie en Styrie (voir interview). Elle était responsable du chauffage, du refroidissement, de la ventilation, de la plomberie et de l'électricité. En tant que spécialiste compétent avec plus de 25 ans d'expérience dans le domaine de la technique du bâtiment et de l'énergie, TBH Ingenieur GmbH propose à ses clients un ensemble complet de prestations, le tout d'un seul tenant – du conseil et de l'analyse de projet à la planification, au suivi des travaux et à la remise au client, en passant par un large éventail de prestations d'ingénierie.

«Nos hôtes dorment dans une serre.»



Une des chambres du «Steirereck am Pogusch» en Autriche.

CATHRINE STUKHARD

L'économie circulaire prend son envol

Concevoir des voitures économiques ne suffit plus dans l'optique d'une gestion responsable des ressources. Pour le constructeur automobile munichois BMW, il est clair que seul un système circulaire est réellement durable. Un changement de paradigme est à l'ordre du jour.

DAVID SCHNAPP

Repenser, réduire, réutiliser et recycler: ce sont les quatre piliers de l'économie circulaire sur lesquels le constructeur automobile munichois BMW fonde sa stratégie d'avenir en matière de développement durable: RE:THINK, RE:DUCE, RE:USE, RE:CYCLE sont chez BMW les leit-motifs de ce que l'on appelle l'économie circulaire.

Cela fait bien longtemps qu'il ne s'agit plus seulement de développer des véhicules à batterie électrique ou des véhicules équipés de moteurs à combustion aussi économiques que possible. Chez BMW, on est convaincu que l'utilisation responsable des ressources exige des stratégies de grande envergure. Les émissions de CO₂ ne doivent pas seulement être les plus faibles possibles pour le client en déplacement. Au contraire, l'action doit être guidée par une gestion globale et responsable des matières premières et de l'énergie dans tous les domaines du développement et de la production automobile.

Une stratégie de développement durable ambitieuse

Pour assurer l'avenir de la planète, le patron de BMW Oliver Zipse estime qu'une économie circulaire est nécessaire. «La gestion des émissions de CO₂ est devenue un facteur d'évaluation central pour les activités des entreprises. La monnaie décisive pour la protection du climat est: dans quelle mesure pouvons-nous réduire l'empreinte carbone des véhicules tout au long de leur cycle de vie ? Pour cela, nous nous fixons des objectifs transparents et ambitieux de réduction substantielle des émissions de CO₂, qui sont validés par l'initiative Science Based Targets et apportent une contribution efficace et mesurable», explique le manager allemand qui travaille chez BMW depuis 1991 et qui est à la tête du groupe depuis 2019.

L'ambitieuse stratégie de développement durable ainsi esquissée couvre de nombreux domaines, de la production d'acier à l'achat d'énergie pour le fonctionnement des usines BMW en passant par la compo-

sition des batteries pour les voitures électriques. Au début de l'année, par exemple, il a été annoncé que le BMW Group élargissait son approvisionnement en acier produit avec peu de CO₂. L'acier écologique n'est pas produit avec des matières premières fossiles comme le charbon, mais à base de gaz naturel ou d'hydrogène et d'électricité verte. Grâce à des accords avec les fournisseurs Salzgitter AG et H2 Green Steel, plus de 40 % des besoins des usines européennes devraient être couverts par de l'acier produit avec peu de CO₂ d'ici 2030. Cela permet d'obtenir une réduction des émissions de CO₂ de jusqu'à 400 000 tonnes.

Le groupe met également l'accent sur l'extraction des matières premières nécessaires aux véhicules électriques à batterie, où les besoins en métaux tels que le cobalt, le nickel et l'aluminium pour l'accumulateur haute tension des véhicules augmentent naturellement avec le développement de l'offre. Il y a là un grand potentiel de réutilisation des matériaux dans l'esprit d'une économie circulaire. Pour les accumulateurs haute tension de ses véhicules, le BMW Group a en effet déjà prouvé, en collaboration avec des partenaires, une faisabilité technique de l'efficacité du recyclage de plus de 90 %. Dans l'accumulateur haute tension

de la nouvelle BMW iX, par exemple, la part de nickel secondaire atteint déjà jusqu'à 50 %, et dans le boîtier, la part d'aluminium secondaire atteint jusqu'à 30 %. Le BMW Group veut encore augmenter sensiblement ces valeurs pour les futures générations de produits. En effet, la mise à disposition de matériaux secondaires est nettement moins intensive en CO₂ que celle des matériaux primaires. Cela permet d'améliorer nettement le bilan carbone des véhicules, en particulier si le calcul tient compte de la chaîne d'approvisionnement dans son ensemble. Pour l'aluminium secondaire, l'économie de CO₂ par rap-



La BMW i Vision Circular montre à quel point nous pensons la mobilité durable de manière globale et cohérente.

port au matériau primaire est comprise dans un facteur d'environ 4 à 6, l'acier et les thermoplastiques atteignent un facteur 2 à 5.

Le recyclage commence dès la planification

Aujourd'hui, les véhicules sont fabriqués pour près de 30 % en moyenne à partir de matériaux recyclés et réutilisés. L'approche «Secondary First» doit permettre d'augmenter progressivement cette valeur à 50 %. Dans le cadre d'un projet pilote avec BASF et le Groupe ALBA, par exemple, des recherches sont menées sur les possibilités de recycler encore plus de plastiques automobiles.

L'approche d'un taux de recyclage accru commence toutefois dès l'idée de base d'un véhicule: le design et la construction d'une voiture devraient déjà être conçus de manière à ce que les matériaux secondaires puissent être démontés le plus rapidement et le plus économiquement possible à la fin de son

cycle de vie. Cela permet d'obtenir un prix compétitif.

L'exemple du concept-car BMW i Vision Circular montre qu'une telle approche globale de la production industrielle ne conduit pas à tourner en rond, mais à construire une voie judicieuse vers l'avenir. Ainsi, selon les concepteurs et développeurs de la marque, en 2040, les notions de développement durable et de luxe devraient pouvoir être harmonieusement réunies dans un même véhicule. Ce concept-car est conçu et fabriqué de manière cohérente selon les lois de l'économie circulaire, il est entièrement électrique, entièrement fabriqué à partir de matériaux secondaires et peut accueillir quatre personnes dans un habitacle généreux de quatre mètres de long.

«La BMW i Vision Circular montre à quel point nous pensons la mobilité durable de manière globale et cohérente. Elle symbolise notre volonté d'être pionniers dans le développement d'une économie circulaire. Nous voulons étendre notre position de leader en matière d'ef-



Oliver Zipse, Président du Comité de direction du BMW Group.

PHOTOS: DR

ficacité des ressources dans la production à l'ensemble du cycle de vie de nos véhicules. Il s'agit également d'une question de durabilité économique. En effet, l'évolution actuelle des prix des matières premières montre les conséquences auxquelles doit s'attendre une industrie qui dépend de ressources limitées», a déclaré Oliver Zipse, président du Comité de direction de BMW AG.

Les leitmotivs du BMW Group pour sa propre idée d'économie circulaire ont été appliqués de manière exemplaire dans la BMW i Vision Circular: RE:THINK signifie tout remettre en question, les technologies de fabrication et les processus ont été remis en cause et repensés. RE:DUCE est une devise appliquée depuis longtemps chez BMW sous le principe «I do more with less». La BMW i Vision Circular le démontre en réduisant systématiquement le nombre de composants, de groupes de matériaux et de finitions de surface. On a ainsi renoncé aux peintures extérieures, au cuir et au chrome. De plus, les matériaux issus de matières premières biosourcées contribuent à maintenir l'empreinte écologique aussi faible que possible.

Un produit ayant une longue durée de vie est «durable»

Dans l'esprit de RE:USE, le concept-car peut être réinventé en permanence grâce aux techniques numériques. Des surfaces d'affichage à l'intérieur et à l'extérieur permettent au propriétaire de donner à sa voiture de nouvelles impulsions variables. Le véhicule peut également être reconditionné ou réaménagé en remplaçant certains maté-

riaux. Selon BMW, ces possibilités permettent de diversifier l'expérience produit et d'accroître fortement la disponibilité et la durée d'utilisation.

Au niveau des matériaux, l'accent est mis sur les matériaux recyclés (RE:CYCLE), qui doivent être réutilisés à la fin du cycle de vie du produit. Ce qui est décisif pour un bon recyclage, c'est un petit nombre de groupes de matériaux différents composés de monomatériaux dont les composés peuvent être facilement séparés. C'est pourquoi la BMW i Vision Circular renonce au collage ou aux matériaux composites et utilise des solutions d'assemblage astucieuses comme les cordons, les boutons et les fermetures rapides. La BMW i Vision Circular illustre de manière remarquable la complexité d'une approche industrielle circulaire – et l'intérêt de développer une approche durable pour l'avenir en utilisant la méthode circulaire.

BMW

Etre le constructeur premium le plus durable en matière de mobilité individuelle: telle est l'ambition du BMW Group. L'entreprise poursuit sa vision d'une économie circulaire et est le premier constructeur automobile allemand à adhérer à la Business Ambition for 1,5°C de la Science Based Targets initiative (SBTi). Le BMW Group est le premier constructeur mondial d'automobiles et de motos haut de gamme.

«Nous voulons étendre notre position de leader en matière d'efficacité des ressources dans la production à l'ensemble du cycle de vie de nos véhicules.»

Oliver Zipse
Président du Comité de direction du BMW Group





Des digues mobiles – un cadeau de la Mobilière à la région d'Interlaken – ont permis d'éviter des dégâts lors des intempéries de l'été 2021.

DR

Prévoir l'imprévisible

Le Laboratoire Mobilière de recherche sur les risques naturels à l'Université de Berne travaille sur la prévisibilité de la grêle et des inondations. Les résultats de la recherche sont directement utilisés pour la prévention et profitent à la collectivité.

La Mobilière

FLAVIAN CAJACOB

Tempêtes, grêle, sécheresse: qu'est-ce qui nous attend? C'est exactement la question que Luzius Thomi se pose tous les jours. Il est responsable de l'analyse géologique et des risques naturels à la Mobilière et s'occupe à titre professionnel des phénomènes météorologiques extrêmes. Sa mission: penser l'impensable, prévoir l'imprévisible.

Ce qui semble être une contradiction repose sur des analyses et des modélisations. «Nous connaissons tous cela», explique Thomi, «le

journal télévisé fait état d'une tempête et un reporter en bottes de caoutchouc interroge les personnes touchées et les autorités». Ils sont tous d'accord pour dire qu'un tel événement était tout simplement «inimaginable» chez eux.

Ne rien faire n'est pas une option

«Inimaginable» – et pourtant, les signes de changement ne datent pas d'hier, fait remarquer ce docteur en géographie. «Il devrait être clair pour tout le monde que le chan-

gement climatique est un fait», dit Thomi. Et que cette évolution ne se fasse pas sans conséquences pour la nature et l'homme est d'une logique imparable. «L'air devient de plus en plus chaud et peut absorber plus d'humidité; en conséquence, les fortes précipitations vont par exemple augmenter, ce qui peut entraîner des inondations», explique-t-il à l'aide d'un exemple simple.

La Mobilière est active à un large niveau dans le domaine de la durabilité. En tant qu'assurance organisée en coopérative, il est dans son propre intérêt d'accorder une grande

Fondée en 1826 en tant que coopérative, la Mobilière est la plus ancienne société d'assurances privée de Suisse. Elle assume une responsabilité économique, sociale, écologique et culturelle. Les valeurs d'entreprise de la Mobilière sont «humanité, proximité, responsabilité» et servent de repères dans le vaste domaine des différents aspects de la durabilité. Dans le cadre de son large engagement, elle porte une attention particulière à la prévention et à la recherche. En Suisse, un ménage sur trois et une entreprise sur trois sont assurés à la Mobilière.

importance à la réduction des dommages – et donc à la protection du climat – tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de sa propre maison. Dans le cadre de la stratégie climatique de l'entreprise, cela comprend par exemple le chauffage de tous les sites de Direction par chauffage urbain, géothermie et biogaz. Mais la sensibilisation du personnel et des partenaires à ce sujet est également à l'ordre du jour. La stratégie est claire: d'une part, la Mobilière soutient activement l'atténuation du changement climatique et, d'autre part, investit des connaissances et de l'argent afin de pouvoir s'adapter à ses effets perceptibles et à venir. Et ce, grâce à toute une série de mesures, de projets et d'aides pratiques.

Un rapprochement judicieux

Ainsi, la Mobilière s'engage également dans la recherche: depuis 2010, elle finance une chaire de recherche sur l'impact climatique en Suisse à l'Université de Berne. En 2013, le Laboratoire Mobilière de recherche sur les risques naturels, piloté conjointement avec le Centre Oeschger pour la recherche climatique, en est issu. Celui-ci étudie en premier lieu les processus impliqués dans la grêle, les inondations et les tempêtes ainsi que les dommages qui en découlent. Le Laboratoire Mobilière est situé à l'interface entre la science et la pratique.

L'équipe du laboratoire, composée d'une quinzaine de personnes, est dirigée par la professeure Olivia Romppainen, le professeur Andreas Zischg et Luzius Thomi. Ce dernier considère comme optimal que la science ose s'associer à une assurance dans le domaine de la recherche climatique: «La science s'occupe de ce qui se passe dans l'atmosphère et le ciel, l'assurance est confrontée quotidiennement au résultat de cela, aux dommages et aux conséquences». En termes simples, il s'agit pour les gens du Laboratoire Mobilière de ne pas rester dans la théorie, mais de fournir des bases pour des solutions concrètes qui profitent à la collectivité. «Nous pétrissons les résultats de la recherche jusqu'à ce qu'on puisse les utiliser dans la pratique».

La complexité de la grêle

Les autorités, les professionnels, mais aussi les particuliers peuvent d'ores et déjà s'informer sur les dangers potentiels en matière de risques naturels grâce aux nombreux outils proposés par le Laboratoire Mobilière. «Avec cette offre et notre tra-

41 millions pour des projets de prévention

En tant que plus grande assurance choses de Suisse, il est évident que la Mobilière garde un œil sur le climat et la météo. Depuis 2006, elle a ainsi investi près de 41 millions de francs dans des projets de prévention des communes contre les dangers naturels.

Dans la foulée, quelque 160 projets ont été soutenus à ce jour dans toute la Suisse par un financement initial ou partiel. Ceux-ci ont tous un seul et même objectif: prévenir les dommages aux personnes, aux biens mobiliers et immobiliers. Parmi les mesures cofinancées figurent par exemple les ouvrages de protection contre les avalanches et

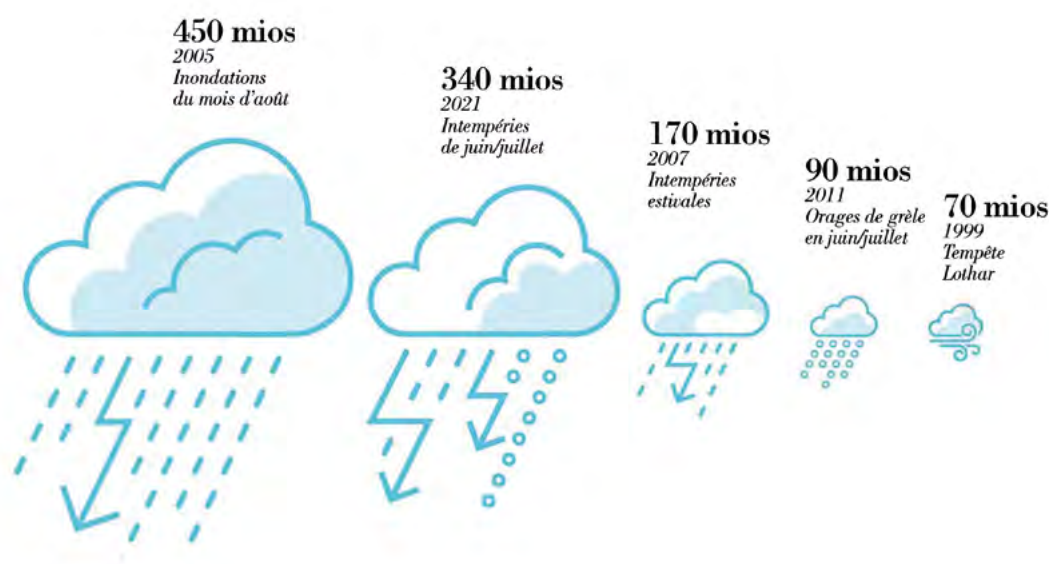
les chutes de pierres, mais aussi la protection contre les crues et les renaturations des rivières. Les indications concernant les projets proviennent à chaque fois de l'une des 80 agences générales régionales de la Mobilière.

Lorsque les projets de prévention par la construction ne sont pas possibles ou n'offrent pas une protection suffisante contre les inondations, on a recours à des mesures mobiles qui sont rapidement mises en place en cas d'événement et qui garantissent une protection supplémentaire. Depuis 2019, la Mobilière a offert à dix régions menacées par les inondations des éléments de

digue mobiles d'une longueur de 400 mètres chacun. Cette année, Lucerne, Bienne, Thoune, Kreuzlingen et Porrentruy ont par exemple reçu des conteneurs équipés d'éléments de digue utilisables de manière flexible et sans contrainte de lieu.

L'évaluation des sites a été réalisée sur la base d'une analyse des risques effectuée par le Laboratoire Mobilière de recherche sur les risques naturels en ce qui concerne le potentiel de dommages dans les zones inondables. Les systèmes de digues ont déjà fait leurs preuves. C'est le cas, par exemple, de l'été pluvieux de 2021 dans les régions d'Interlaken et de Zofingue.

Les cinq plus grandes intempéries en Suisse depuis 1999 (Charges de sinistres pour la Mobilière en millions de francs)



SOURCE: LA MOBILIÈRE

vail, nous voulons fournir des bases de décision fiables pour l'ensemble de la société». Ne rien faire est certainement la pire des options à cet égard, selon Thomi.

Au Laboratoire Mobilière, des chaînes de modèles sont concrètement créées pour reproduire des événements tels que la grêle, les fortes pluies et les inondations – précisément: prévoir l'imprévisible. Les données générées en permanence permettent d'identifier les zones à risque et montrent où les mesures de protection ont un sens. Le réseau de mesure de la grêle mis en place par la Mobilière, MétéoSuisse et le Labora-

toire en est un bon exemple. Celui-ci se compose de 80 capteurs qui ont été installés dans le Jura, la région du Napf et le sud du Tessin. Les capteurs entièrement automatisés enregistrent avec précision l'énergie d'impact, la taille des grêlons et le moment exact de la chute de grêle. Une fonction d'alerte a également été intégrée dans l'application de MétéoSuisse, permettant à la population de recenser précisément les chutes de grêle. Et cette possibilité est largement utilisée: environ 300 000 messages ont été reçus jusqu'à présent. Ils sont également intégrés dans les simulations de modèles et contribuent à minimi-

ser les dommages de manière très ciblée à l'avenir et à mieux comprendre la grêle. «La grêle est incroyablement complexe», remarque Thomi.

Grâce aux enquêtes scientifiques et aux analyses statistiques du Laboratoire Mobilière, la prévisibilité en matière de grêle, de fortes pluies et d'inondations peut finalement être augmentée. L'imprévisible devient donc un peu plus prévisible. «Et si l'on sait à quoi s'attendre, il est aussi plus facile d'adapter son comportement et de prendre des mesures de protection adéquates», explique Luzius Thomi. S'assurer, c'est bien, mais prévenir, c'est encore mieux.

Climat: un standard mondial reconnu et utilisable par les entreprises suisses

Les entreprises suisses sont toujours plus nombreuses à adopter des objectifs basés sur la science (SBTi) pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Le point avec Jasmine Bitar, qui promeut SBTi en Suisse romande.

La Science Based Target initiative (SBTi) a été lancée en 2015. Peut-on déjà en mesurer les premiers résultats?

Jasmine Bitar: Oui. Entre 2015 et 2020, l'ensemble des entreprises engagées dans SBTi a réduit ses émissions cumulées de gaz à effet de serre de 29 %, soit 419 mégatonnes de CO₂. Cela équivaut à un peu plus de dix fois la quantité de CO₂ que la Suisse émet chaque année sur son territoire. Ce qui est réjouissant, c'est que le nombre d'entreprises tout autour du globe qui s'engagent dans SBTi connaît une très forte croissance, bien que SBTi soit une initiative volontaire. Alors qu'elles étaient un peu plus de 2000 à avoir adhéré en 2021, elles sont aujourd'hui près de 4000.

À elle seule, la Suisse compte plusieurs centaines de milliers d'entreprises. Dès lors, le chiffre de 4000 entreprises engagées dans SBTi à l'échelle mondiale n'est-il pas dérisoire?

Si on regarde ces entreprises en termes de taille, de nombre d'emplois et de volumes d'émissions, le constat change: les premières entreprises à avoir adhéré sont souvent de très grandes entreprises, comme par exemple Swisscom, Nestlé ou ABB. Ces grandes entreprises ouvrent le bal et entraînent leur secteur avec elles: une grande entreprise rejoignant SBTi doit réduire ses émissions propres, mais également celles de sa chaîne de valeur (fournisseurs, sous-traitants, logistique, acheteurs) et par ce biais, une grande entreprise qui adhère met en mouvement les PME avec lesquelles elle travaille.

Étant donné que la Suisse compte beaucoup d'entreprises internationales, qui produisent et vendent de gros volumes dans le monde entier, cela représente un levier très puissant. Non seulement par effet domino sur la chaîne d'approvisionnement, mais aussi sur la concurrence. Car au-delà des aspects purement environnementaux, il y a bien entendu les enjeux réputationnels et la demande de la société, et donc

des consommateurs. Sans parler du cadre normatif qui évolue progressivement dans différents pays, sachant que de nombreux États ont pris des engagements de réduction de 50% de leurs émissions d'ici 2030 et du net zéro d'ici 2050 dans le cadre de l'accord de Paris.

Comment le processus de validation SBTi se passe-t-il concrètement?

La première étape consiste à établir son empreinte carbone pour une année de base conformément au «Greenhouse Gas Protocol», qui est le référentiel mondial en matière de mesure des émissions pour les entreprises.

«SBTi prévoit une démarche simplifiée pour les entreprises jusqu'à 500 collaborateurs.»

L'entreprise peut ensuite se fixer un objectif de moyen terme (5 à 10 ans) et/ou à horizon 2050 conforme avec la limite des 1,5° à ne pas dépasser, et calculer sa trajectoire de réduction vers cet objectif, en s'appuyant sur la méthodologie SBTi.

Pour se donner les moyens de tenir cette trajectoire, elle définit les mesures à mettre en place pour elle-même, ainsi que pour sa chaîne de valeur si elle compte plus de 500 collaborateurs. L'ensemble est ensuite soumis pour validation à SBTi, au sein de laquelle deux experts indépendants et leurs équipes vont valider les objectifs et revenir vers l'entreprise. Une fois que la validation est réalisée, l'entreprise est ajoutée sur le site Internet de SBTi, car SBTi est un engagement public

et transparent. Par la suite, l'entreprise doit publier chaque année son empreinte annuelle et sa progression par rapport à ses objectifs de réduction des émissions.

SBTi n'est-elle pas réservée aux grandes entreprises, qui disposent de beaucoup de ressources, humaines et financières?

En Suisse, les PME représentent 10% des entreprises engagées avec SBTi. Je pense que ce chiffre va fortement augmenter. En effet, de nombreuses PME ont pour clients de grandes entreprises engagées dans SBTi, qui vont leur demander de réduire leurs émissions pour pouvoir atteindre leurs objectifs, lesquels tiennent compte de toute la chaîne d'approvisionnement. Plusieurs grands distributeurs suisses encouragent par exemple déjà leurs fournisseurs à prendre des objectifs SBTi. Dans un autre domaine, nous avons été contactés récemment par une entreprise active dans un secteur de pointe, dont l'un des principaux clients basé à l'étranger exige dorénavant de ses fournisseurs qu'ils transmettent leur empreinte carbone et un plan de réduction des émissions de CO₂ pour rester éligibles, ce qui équivaut globalement à ce que prévoit SBTi. Même si une adhésion à SBTi n'est pas spécifiquement demandée, je pense que toujours plus d'entreprises s'engageront avec SBTi, qui a le mérite d'être un standard mondial reconnu, crédible et transparent.

N'est-ce pas encore une énième contrainte pour les PME?

C'est sûr, gérer cette démarche représente des coûts et du temps pour une PME, mais il faut voir cet engagement comme une nécessité pour la pérennité de l'entreprise: la situation actuelle nous montre bien que de ne pas anticiper cette évolution peut avoir des coûts et des conséquences bien plus importantes.

Pour faciliter la tâche des PME, SBTi prévoit une démarche simplifiée pour les entreprises jusqu'à 500 collaborateurs. Par exemple, les ob-

jectifs de réduction ne couvrent que les émissions directes et la consommation d'électricité de l'entreprise et n'incluent pas sa chaîne de valeur. L'engagement est donc moins contraignant, la soumission facilitée, et les coûts de validation réduits. Ainsi, la validation d'un objectif par SBTi coûte 1000 dollars US pour une entreprise jusqu'à 500 collaborateurs. À quoi il faut bien entendu ajouter les coûts liés à l'établissement de l'empreinte carbone et du plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre, ainsi que la mise en œuvre de celui-ci et le suivi.

À l'heure où les prix de l'énergie flambent, SBTi est-elle un levier pour éviter les risques de pénurie et économiser de l'argent?

Si une entreprise se focalise sur le fait de réduire ses coûts énergétiques et sa consommation, on procèdera plutôt à un audit énergétique avec la mise en place de mesures pertinentes et compatibles. L'indépendance par rapport aux énergies fossiles et l'efficacité énergétique sont des leviers importants pour la réduction des émissions de CO₂, et une entreprise pourra valoriser cet effort de réduction dans le cadre de ses objectifs climatiques. Cependant, il est possible que l'entreprise ait à actionner d'autres leviers de réduction pour satisfaire les critères de SBTi. Il faut aussi garder en tête que réduction des émissions n'équivaut pas à réduction immédiate des coûts, mais peut avoir des retombées positives indirectes. Cela se reflète par exemple dans le choix des matières premières utilisées par l'entreprise: se tourner vers des matériaux moins polluants peut se révéler plus cher, mais également attirer un nouveau marché. De même, mettre en place un plan de mobilité dans l'entreprise n'amène pas forcément un retour financier direct, mais d'autres avantages difficilement quantifiables, comme la qualité de vie, l'attractivité de l'entreprise et sa capacité à recruter des talents.

Interview: Corine Fiechter



Jasmine Bitar promeut SBTi en Suisse romande, pour le compte de l'association Go for Impact.

DR

A propos de SBTi

La Science Based Target initiative (SBTi) a été fondée en 2015 par le Pacte mondial des Nations Unies, le WWF, le CDP et le World Resources Institute.

SBTi vise à rendre les objectifs des accords de Paris actionnables par les entreprises grâce à des objectifs basés sur la science («science based targets»). Le principe de base est le suivant: sachant que le réchauffement climatique doit être limité à 1,5°, seule une certaine quantité de CO₂ peut encore être émise globalement. La vitesse à laquelle les émissions doivent baisser pour respecter cet objectif de 1,5° degré est ensuite calculée par secteur. Sur la base de cette trajectoire de réduction, chaque entreprise calcule ses propres objectifs.

En 2022, le WWF et economie-suisse ont joint leurs forces pour promouvoir SBTi en Suisse. Le flambeau a été repris par l'association Go for Impact, représentée en Suisse romande par Eqlosion. Les entreprises peuvent bénéficier d'une première consultation gratuite, en contactant cette adresse:

SBTi@go-for-impact.ch

Une super-éponge pour toutes les occasions

Wendy Lee Queen, professeure de chimie sur le campus de l'EPFL en Valais, effectue des recherches avec son équipe sur un nouveau matériau organométallique qui pourrait résoudre de nombreux problèmes d'environnement. C'est ainsi que naissent des processus d'avenir.

ELMAR ZUR BONSEN

Comme ce serait merveilleux si nous pouvions simplement effacer les plus grands problèmes environnementaux de notre planète en utilisant une éponge magique, par exemple. Juste un rêve, une pure fantaisie? Lorsqu'on écoute Wendy Lee Queen expliquer son travail de recherche, on ne peut s'empêcher d'être émerveillé. Cette professeure de chimie de Caroline du Sud s'est fixé pour objectif de réaliser ce rêve d'une «éponge magique». Elle semble être en bonne voie pour y parvenir. Et ce, pas n'importe où dans le monde, mais sur le campus de l'EPFL à Sion, un hotspot pour les projets de recherche innovants.

Wendy Lee Queen, professeure en ingénierie chimique à la Faculté de recherche fondamentale, est une scientifique passionnée, élocuente et pleine d'optimisme. «Je m'efforce de porter un regard positif sur les choses», dit l'Américaine. Elle est fermement convaincue qu'il est possible de faire évoluer les choses en tant qu'individu. Queen n'a absolument rien contre le fait qu'on la qualifie d'idéaliste pour cette raison. «Pour réussir, il faut croire que l'on peut changer le monde», souligne cette femme de 41 ans.

Une éponge en poudre

Elle a surtout à cœur de trouver des solutions pour faire face à la pollution croissante et au changement climatique. Il faut trouver de nouvelles technologies qui permettent par exemple de filtrer les émissions de CO₂ dans l'air et de les transformer en énergie. Elle explique comment elle peut y contribuer sans aucun jargon technique. «Avec mon équipe, je travaille au développement de nouveaux matériaux pour séparer les gaz des liquides. Imaginez une structure comme l'éponge que vous utilisez dans votre cui-

sine, mais avec des pores incroyablement petits, 50 000 fois plus fins que le diamètre d'un cheveu.»

La chercheuse s'empare d'un tube à essai rempli d'une poudre bleue. Des super-éponges extrêmement minuscules. «Ces nouveaux matériaux sont constitués de métaux et de composants organiques. Grâce à leur structure unique, vous disposez dans chaque gramme d'une surface d'échange équivalente à celle d'un terrain de football. C'est un record mondial.»

Les matériaux microporeux, appelés en anglais «metal organic frameworks» (MOF), agissent comme des filtres et captent des éléments jusqu'au niveau moléculaire. «De cette manière, nous pouvons absorber les produits chimiques de l'air, par exemple le dioxyde de carbone des centrales électriques ou les gaz d'échappement des pots d'échappement.» Si l'on chauffe ensuite les éponges dans un environnement sécurisé, les particules capturées sont libérées des nanopores.

Cette technique permet par exemple d'obtenir du CO₂ très pur, que l'on peut stocker sous terre ou réutiliser sous forme transformée, par exemple comme combustible.

Une révolution scientifique?

Un autre thème important est le traitement de l'eau. «Imaginez: Aujourd'hui, environ 25 % de la population mondiale n'a pas accès à l'eau potable. C'est pourquoi nous essayons de concevoir nos su-



Enfant, Wendy Lee Queen voulait devenir joueuse de baseball. Aujourd'hui, elle est une sommité scientifique.

PHOTOS: ALAIN HERZOG/EPFL

per-éponges de manière à pouvoir les utiliser pour éliminer de manière ciblée les métaux lourds et particules toxiques en tous genres de l'eau.» Dans un autre projet, Queen s'occupe également d'appareils respiratoires médicaux. «Ici, la tâche consiste à extraire de l'air ambiant une concentration élevée d'oxygène aussi pur que possible, ce qui représente un défi considérable dans les pays où l'humidité est élevée, comme en Afrique. C'est pourquoi nous réfléchissons à la manière d'optimiser ces appareils pour qu'ils soient encore moins sensibles à l'eau.»

Sa technologie d'éponge aux applications si variées est-elle une révolution scientifique? Queen n'irait pas jusque-là. «Le concept a été découvert il y a déjà une trentaine d'années. Cela fait donc un certain temps que des recherches sont menées dans ce sens. Mon travail se concentre sur l'acquisition de l'expertise nécessaire pour modifier ces éponges afin qu'elles puissent être utilisées de manière optimale pour des fonctions et des applications spécifiques.»

On sait depuis longtemps filtrer le CO₂ de l'air et les métaux lourds de l'eau en laboratoire et dans des installations pionnières. La question est de savoir si ce sera possible un jour à très grande échelle? «Oui, bien sûr!», Queen en est convaincue. «Nous travaillons actuellement d'arrache-pied pour rendre le processus aussi efficace et rentable que possible. Notre objectif est que les éponges puissent également être utilisées à grande échelle. Nous ne pouvons aujourd'hui pas encore dire quand ce sera possible. Pour le marché, ce sont surtout les coûts qui sont déterminants: Les nouveaux processus doivent être moins chers que ceux utilisés jusqu'à présent.»

Le soutien politique est également nécessaire, par exemple pour établir progressivement une technologie durable comme le captage du CO₂. Queen fait remarquer qu'il existe déjà, y compris en Suisse, des premières startups actives dans ce domaine avec des installations spéciales, et qu'elles ont du succès. «Elles montrent qu'il est effectivement possible de capter de grandes quantités d'émissions nocives dans l'air.»

Une question de ressources

La recherche sur des processus d'avenir n'est possible que si l'on dispose des ressources nécessaires, notamment de laboratoire parfaite-



En laboratoire, on s'efforce de trouver des solutions pour faire face au changement climatique.

**«Environ 25 %
de la population
mondiale
n'a pas accès
à l'eau potable
aujourd'hui.»**

ment équipés. Les projets de recherche peuvent devenir une épreuve de patience, une chaîne apparemment sans fin de tests et d'essais infructueux. La voie vers le succès est extrêmement complexe. C'est pourquoi Wendy Lee Queen est si enthousiaste face aux possibilités qui lui sont offertes, à elle et à son équipe, sur le campus de Sion.

«Nous pouvons travailler ici dans les meilleures conditions, même en comparaison internationale. Lorsque j'ai eu en 2015 l'opportunité de quitter Berkeley pour venir en Suisse afin de diriger le laboratoire des matériaux inorganiques fonctionnels en tant que professeure assistante titulaire, je n'ai pas eu à réfléchir longtemps. Les conditions à l'EPFL sont tout simplement parfaites! Ici, nous pouvons traiter de nombreux projets rapidement et de manière flexible, ce qui n'est souvent pas le cas dans d'autres institutions. L'EPFL fait tout pour que nous puissions réussir.»

L'échange et l'étroite coopération avec des professeur-e-s d'autres disciplines font également partie de la culture particulière de l'université. Sans oublier les ressources financières fournies par l'industrie, le secteur des fondations et les ONG. Mais cela n'influence pas la recherche à proprement parler. «Notre liberté académique n'en est pas affectée», souligne Queen.

Selon l'EPFL, ses travaux dans le Valais ont déjà débouché sur six brevets. À cela s'ajoutent à ce jour 75 publications scientifiques dans lesquelles elle a démontré son expertise. De plus, la professeure a été élue en 2020 par le magazine spé-

cialisé «Chemical & Engineering News» l'une des «Talented 12» – une distinction pour «les jeunes stars montantes qui utilisent le savoir-faire chimique pour changer le monde.»

Le succès ne lui a d'ailleurs pas été transmis au berceau: Queen est la première de sa famille des états du Sud à avoir fait des études. «Avant d'entrer à l'université, je ne rêvais pas non plus de devenir scientifique. Quand j'étais petite, je voulais devenir joueuse de baseball professionnelle. C'est resté une de mes passions, même ici en Suisse.» Quand elle a dû choisir un métier, elle avait envie d'un travail qui ne soit pas monotone, qui ne soit pas le même tous les jours. «C'est ce qui a déterminé ma carrière», dit Queen. «La science me met au défi d'être créative, de m'intéresser constamment à de nouvelles choses.»

Dans une vidéo de l'EPFL, on a demandé à Wendy Lee Queen si son métier existerait encore dans 100 ans. Sa réponse: «J'espère vraiment que mon domaine d'activité n'existera plus d'ici-là. Cela voudrait dire que nous avons résolu les problèmes que nous voulions résoudre: Chaque individu sur terre aurait alors accès à de l'eau potable et à de l'air pur. Les problèmes tels que la pollution, les émissions de CO₂ et le réchauffement climatique seraient éliminés.»

EPFL

L'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne, ou EPFL, a été fondée en 1969. C'est l'une des écoles techniques supérieures les plus jeunes et les plus ouvertes sur le monde, avec environ 12 000 étudiant-e-s et doctorant-e-s de plus de 120 pays. L'EPFL se concentre sur trois missions fondamentales: l'enseignement, la recherche et le transfert de technologie. Outre son site principal situé un peu en dehors de la ville de Lausanne, directement au bord du lac Léman, elle dispose en Suisse romande de dépendances à Fribourg, Genève, Neuchâtel et Sion. Avec plus de 370 laboratoires, l'EPFL mène une recherche de pointe dans des domaines tels que les énergies renouvelables, les technologies médicales, les neurotechnologies, les sciences des matériaux ou les technologies de l'information.

«Les événements extrêmes deviendront très bientôt une crise permanente»

Nous nous souvenons de l'été pluvieux de l'année dernière. De vastes régions de Suisse ont souffert des inondations et des coulées de boue, alors que le Tessin a connu une forte sécheresse. Sonia Seneviratne, chercheuse en climatologie à l'EPF Zurich, explique pourquoi ces phénomènes météorologiques extrêmes vont se multiplier.

RACHEL FASSBIND

Même si certains refusent encore de l'admettre, «le réchauffement climatique est clairement d'origine humaine. C'est ce que confirme le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, explique Sonia Seneviratne, qui cherche aussitôt les chiffres correspondants. «La quantité d'émissions de CO₂ a été multipliée par dix depuis 1880. Nous ne sommes pas responsables d'un quart ou de la moitié du réchauffement observé, mais de l'ensemble du réchauffement climatique.» Cela bouleverse Seneviratne.

En tant que professeure de dynamique du climat terrestre à l'EPF de Zurich, elle étudie les événements climatiques extrêmes et leur impact sur les zones terrestres, en se concentrant sur les régions habitées, les forêts et l'agriculture. Les conséquences négatives du changement climatique sont déjà visibles et perceptibles aujourd'hui. Par exemple à des événements extrêmes comme les vagues de chaleur, les fortes précipitations ou la sécheresse.

Madame Seneviratne, vous observez le changement climatique en première ligne. Le monde est-il vraiment voué à la destruction, pour l'exprimer dire de manière radicale?

Si nous ne parvenons pas à sortir rapidement des combustibles fossiles, les risques pour l'homme et la nature continueront d'augmenter rapidement. Actuellement, nous avons dépassé la barre des 1,1°C en matière d'augmentation des températures, c'est pourquoi nous en ressentons déjà les conséquences. Les chaleurs extrêmes, qui se produiraient tous les 10 ans dans un monde où nous n'aurions pas d'influence sur le climat, sont déjà trois fois plus fréquents aujourd'hui. Avec un réchauffement global de 1,5°C, ils se produiraient quatre fois plus souvent, et avec un réchauffement global de 2°C ils seraient même six fois plus fréquents.



«Nous n'avons tous qu'une seule pièce du puzzle de la solution», déclare la climatologue Sonia Seneviratne. ANNE MORGENSTERN/ETHZ

L'être humain n'est pas fait pour cette énorme chaleur. Aujourd'hui, déjà, un tiers des décès dus à la chaleur en Suisse sont imputables au réchauffement climatique.

Pourquoi l'abandon des combustibles fossiles est-il d'une importance si capitale?

Les émissions actuelles de CO₂ sont dues pour 85 à 90 % à la combustion de pétrole, de gaz naturel et de charbon. Tandis que les émissions mondiales de CO₂ étaient encore de quatre gigatonnes en 1880, nous en sommes aujourd'hui à près de quarante gigatonnes. Le supplémentaire dans l'atmosphère persiste pendant des centaines ou des

milliers d'années, et chaque tonne supplémentaire émise entraîne donc un accroissement du réchauffement de la planète. C'est pourquoi un abandon immédiat ou au moins une période de transition rapide sont nécessaires.

À quoi ressemblerait le monde en 2050 si nous n'agissons pas maintenant?

La première étape importante pour stabiliser le réchauffement climatique à 1,5°C est de réduire au moins de moitié les émissions de CO₂ d'ici 2030. Si les émissions continuent d'augmenter, le réchauffement global atteindrait 2,4°C en 2050. Les conséquences seraient dé-

sastreuses. Les épisodes de grande chaleur deviendraient la norme et se produiraient en moyenne tous les deux ans. De fortes précipitations auraient lieu tous les cinq ans. Il y aurait de la sécheresse également dans de nombreuses régions, y compris en Europe centrale occidentale. Tout cela mettrait en péril la sécurité alimentaire mondiale.

Ce qui m'inquiète le plus, c'est l'accumulation des phénomènes météorologiques extrêmes. Les vagues de chaleur, les fortes précipitations, les inondations, la sécheresse, la fonte des glaciers, le dégel du permafrost, les glissements de terrain, tout cela se produirait plus souvent à l'avenir. Nous serions donc pres-

que constamment en mode de crise. Et ce, dans le monde entier.

À partir de quand ces crises pourraient-elles devenir quotidiennes?

Nous pourrions bientôt assister à un tel scénario: La vague de chaleur en Inde, la sécheresse actuelle en France et en Allemagne et la guerre en Ukraine pourraient éventuellement entraîner des pénuries alimentaires cet été. Pourtant, cette année, le climat n'influence qu'une partie du problème, mais avec l'accroissement du réchauffement cli-

matique, cette influence devient de plus en plus importante.

Lors de la crise de Covid-19, nous avons vu qu'une pénurie de masques suffisait à ce que les pays restreignent leurs échanges commerciaux. En Suisse, nous avons souvent l'illusion d'être en sécurité parce que nous sommes un pays riche. En cas de pénurie alimentaire, cela ne nous servirait à rien dans le pire des cas. Nous sommes fortement dépendants des chaînes d'approvisionnement et donc des conditions climatiques dans d'autres pays.

Devons-nous nous préparer à l'austérité?

Non, cela ne serait pas possible en Suisse, le pays est trop petit. En raison des régions montagneuses, nous n'avons pas non plus assez de surface pour nourrir tout le monde. Nous préférons de loin veiller à entretenir de bonnes relations avec nos voisins et nous engager pour que le réchauffement climatique puisse être stabilisé à environ 1,5°C à l'échelle mondiale.

Que pensez-vous des mesures qui neutralisent le CO₂ – par exemple le reboisement ou les technologies de capture directe de l'air, qui filtrent littéralement l'air?

Planter des arbres ne suffira pas à atteindre le zéro net. En outre, le reboisement est une chose. Il n'est pas possible de reboiser des surfaces n'importe où, il y a souvent un manque de transparence. Les arbres mettent beaucoup de temps à pousser. Nous devons réduire de moitié nos émissions de CO₂ d'ici 2030, ce qui n'est pas possible. Le risque d'incendie augmente en outre avec le réchauffement. Les projets de reforestation doivent donc être bien pensés et ne doivent pas servir uniquement à obtenir des certificats d'écoblanchiment. Les technologies de capture directe de l'air aident certainement, mais elles n'ont pu être que très peu utilisées jusqu'à présent. Leur volume devrait être fortement augmenté. Climeworks, une spin-off de l'EPF, est à cet égard une start-up prometteuse qui a récemment levé 600 millions lors d'un tour de financement pour pouvoir construire de nouvelles grandes installations. Mais même dans le meilleur des cas, les quantités de CO₂ ainsi absorbées et stockées ne représenteront qu'une petite partie, 10 % au maximum, des émissions actuelles. Cela doit servir en premier lieu à compenser les émissions difficilement évitables, par exemple dans le cas de l'incinération des déchets, d'une partie de l'industrie du ciment, et des vols qui ne

peuvent pas être évités. Il est donc bien plus important de réduire massivement la part des énergies fossiles, notamment pour le chauffage et les transports.

Les responsables politiques devraient-ils adopter des lois plus strictes afin d'accélérer l'abandon des combustibles fossiles?

Il est clair que nous ne sommes pas sur la bonne voie en ce moment. Comme je suis climatologue et non politicienne, je juge cette question en tant que citoyenne. Il est passionnant d'observer que les lois qui ont du succès sont souvent basées sur des interdictions. En effet, tout le monde est alors concerné de la même manière. Si la loi sur le CO₂ a été rejetée, c'est notamment parce que beaucoup pensaient qu'elle était injuste et trop coûteuse pour les particuliers. En réalité, la plupart des gens en Suisse en auraient plutôt profité au final.

Un exemple intéressant du canton de Glaris montre toutefois que la population est tout à fait prête pour le changement. Lors de l'assemblée nationale de septembre dernier, l'interdiction complète du chauffage au mazout ou au gaz a été votée, tant pour les nouvelles constructions que pour les rénovations. Un jeune homme du nom de Kaj Weibel a pris la parole lors de l'assemblée et a convaincu les personnes présentes. Et ce, bien que 60 % des Glaronnaises et des Glaronnais aient voté contre la loi sur le CO₂, qui était beaucoup moins stricte.

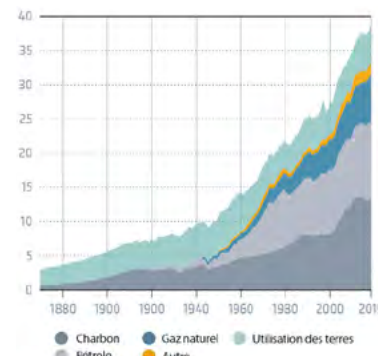
Êtes-vous donc confiante quant à l'acceptation de l'initiative sur les glaciers?

Il s'agit de garantir l'abandon des combustibles fossiles d'ici 2050, une très bonne initiative. En outre, elle exige au moins une trajectoire d'abaissement linéaire, ce qui signifie que les émissions de gaz à effet de serre devront être réduites chaque année du même montant, garantissant ainsi que les émissions seront réduites immédiatement après la mise en oeuvre de l'initiative. Actuellement, un contre-projet indirect à l'initiative susceptible de répondre aux objectifs de l'initiative sur les glaciers est en cours d'élaboration. Cela permettrait de gagner un temps précieux. En effet, si le contre-projet est adopté, il entrerait immédiatement en vigueur en tant que loi.

Qu'y a-t-il d'autre qui vous donne de l'espoir?

Les nombreux esprits brillants que je rencontre à l'EPF. C'est pré-

Augmentation des émissions de CO₂ depuis 1880 – ce qui a conduit au réchauffement climatique mondial



SOURCE: SCNAT (BASÉ SUR IPCC SIXTH ASSESSMENT)

cisément dans le domaine du climat et de l'énergie que l'on fait beaucoup de recherches et de travaux. Je vois un énorme potentiel, mais les échanges entre les différents départements doivent être renforcés. Il faut concentrer les connaissances. Nous n'avons tous qu'une seule pièce du puzzle de la solution. Nous devons rassembler toutes ces pièces pour obtenir une image complète de l'avenir.

Quelle influence l'EPF a-t-elle sur la société?

L'EPF et d'autres universités et centres de formation jouent un rôle important, notamment dans le domaine des sciences environnementales et de la recherche. Nous communiquons des faits et concevons des solutions. Outre les informations, nous mettons à disposition des alternatives, mais nous mettons également en garde contre les risques – comme c'est le cas actuellement lorsqu'il s'agit des sources d'énergie et du changement climatique.

Quelle est votre motivation personnelle pour vous engager en faveur d'un avenir respectueux des générations futures?

J'ai moi-même deux jeunes enfants et je veux m'engager pour eux et les générations à venir. À la fin de ma vie, je ne veux pas regarder en arrière et penser que la situation mondiale est pire que lorsque je suis née. La crise climatique nous concerne tous, et je suis reconnaissante de pouvoir m'engager dans ce domaine à l'EPF.

Le développement durable dans vos mots?

Agir de manière à ce que les générations futures ne soient pas négativement affectées.

«Ce qui m'inquiète le plus, c'est l'accumulation des phénomènes météorologiques extrêmes.»

EPF Zurich

Liberté et responsabilité individuelle, esprit d'entreprise et ouverture sur le monde: Les valeurs de la Suisse sont le fondement de l'EPF Zurich. 540 professeur-e-s forment environ 23 000 étudiant-e-s de plus de 120 pays. Ensemble, ils effectuent des recherches en sciences naturelles et en ingénierie, en architecture, en mathématiques, en sciences systémiques ainsi qu'en sciences sociales et de gestion. L'une de ses priorités stratégiques est le développement durable: L'EPF Zurich est à la pointe de la recherche sur le climat, exemplaire en matière d'enseignement sur le développement durable et pionnière dans l'application des technologies environnementales les plus modernes sur son campus.

«Acheter durable n'est pas nécessairement cher»

En 2009, Lidl Suisse a ouvert son premier magasin dans le pays. Entre-temps, le discounter s'est établi comme une adresse populaire. La recette du succès: des produits locaux frais et une vision orientée vers l'avenir.



Corina Milz, Head of CSR & Sustainability chez Lidl Suisse: «Le commerce alimentaire est fondé sur un environnement intact.»

PHOTOS: DR

RACHEL FASSBIND

Récemment, j'ai rapidement fait des courses avant un long week-end. J'ai fait mon sac, empoché 20 francs et me suis précipitée au Lidl près de chez moi. Bien sûr, j'ai dépassé les bornes. Produits bio, légumes et fruits suisses, substituts de viande pro-

téinés. Pendant ce temps, j'ai mangé avec satisfaction un börek au fromage blanc. Lorsque je suis passée à la caisse, je me suis excusée parce que l'argent dont je disposais ne suffirait probablement pas à couvrir tous mes achats. Le vendeur m'a souri quand il a eu fini de taper: 13,75 francs.

Simplicité et efficacité avant tout

La qualité a un prix. Alors comment des produits de qualité peuvent-ils être proposés à un prix aussi bas? Corina Milz, Head of CSR & Sustainability chez Lidl Suisse, explique: «Notre vision est la suivante:

acheter de manière durable pour tous. Pourtant, les achats durables ne doivent pas nécessairement être coûteux, ni même constituer une niche de luxe. Au contraire.» Si les produits peuvent être proposés à des prix avantageux, c'est avant tout grâce à la structure de l'entreprise et à sa philosophie interne. La simplicité et l'efficacité sont au premier plan, comme on peut le voir dans la gamme allégée. L'offre se concentre sur 2000 produits de consommation courante, dont 80 sont des produits alternatifs végétaliens ou végétariens. Pour les produits de la propre marque vegan Vemondo, toutes les émissions de CO₂ sont en outre compensées.

Un bel effet secondaire de l'offre raisonnable: une réduction du gaspillage alimentaire. «En outre, nous adoptons souvent le même design de magasin, ce qui nous permet d'économiser du temps et de l'argent lors des transformations. Et notre réseau d'achat international nous permet d'acheter de grandes quantités à prix réduit» poursuit Milz.

Conseiller, soutenir, mettre la main à la pâte

De toute évidence, cela vaut la peine d'économiser au bon endroit et d'accorder une grande importance à la qualité. Les ventes de produits bio ont augmenté de 20 % en 2021 et globalement triplé au cours des cinq dernières années. L'intérêt des clientes et clients conforte Lidl Suisse dans sa volonté de continuer à développer son offre bio. Un exemple qui illustre la combinaison de la simplicité et de l'efficacité: pour les œufs bio, l'entreprise est passée au principe du «coq frère», qui empêche le «meurtre des poussins»: conformément aux directives du bourgeon bio, un coq est élevé pour chaque poule pondeuse et proposé ultérieurement dans l'assortiment sous forme de poulet rôti. Cela a permis de boucler habilement le cycle entre la production d'œufs et la production de viande.

«Le développement durable est pour nous une position fondamen-

tale. Nous sommes convaincus que cela va de pair avec notre modèle d'entreprise de Smart Discount», déclare Milz. La stratégie a pour objectif principal de mener un dialogue public, de promouvoir la santé, d'agir de manière équitable, de protéger le climat, de préserver les ressources et de veiller à la biodiversité.

Qu'est-ce que cela signifie exactement? Lidl Suisse fait un exemple en se basant sur le dernier point, la biodiversité. Lidl a lancé son propre projet dans ce domaine, en co-finançant la recherche d'Agroscope et en motivant ses collaborateurs à s'engager dans le volontariat. Lidl soutient notamment les producteurs suisses de fruits et légumes en leur proposant des conseils adaptés à leur exploitation. Dans ce cadre, des mesures de protection et de promotion de la biodiversité dans les exploitations sont planifiées en collaboration avec des expertes et des experts. Cette démarche s'inscrit bien dans collaboration avec Agroscope, le centre de compétences de la Confédération pour la recherche agricole. L'objectif ici: développer des solutions pour minimiser l'utilisation de pesticides. Les premiers résultats montrent que l'élevage d'insectes utiles est particulièrement efficace. Il s'agit d'insectes qui mangent les pucerons qui transmettent des virus. Les résultats des deux premières années ont été si prometteurs que les recherches se poursuivent maintenant.

Et qu'est-ce qu'on entend exactement par «volontariat»? «Chaque année, Lidl Suisse offre à ses collaborateurs la possibilité de participer à différentes missions de bénévolat, comme par exemple une mission Nature du WWF pour promouvoir la biodiversité», explique Milz. «Ils ont par exemple aidé à construire des sites de nidification pour

les petits mammifères et les reptiles ou à stopper l'embroussaillage de prairies maigres riches en espèces.» La conclusion de Torsten Friedrich, CEO de Lidl Suisse: «Chaque année, je me réjouis de mettre de nouveau la main à la pâte et de ressentir physiquement ce que cela signifie de s'engager pour la biodiversité en Suisse.»

Mais le respect de l'environnement n'est pas seulement un phénomène tendance et utile à cohésion des équipes, il est aussi essentiel à la pérennité du secteur alimentaire. Les experts mettent en garde: si nous ne respectons pas les objectifs d'émissions de 1,5°C de réchauffement maximal, les conséquences risquent d'être désastreuses. Sécheresses, inondations, effondrement des chaînes d'approvisionnement – si nous n'atteignons pas le zéro net d'ici 2050, l'avenir de la production agricole est incertain. «Le commerce des denrées alimentaires repose sur un environnement intact. En effet, lui seul garantit la qualité et la disponibilité de nos produits à long terme. Il est donc la base pour tenir notre promesse de qualité envers nos clients, aujourd'hui comme à l'avenir», souligne Milz avant d'ajouter: «En même temps, nous savons que nos produits commerciaux laissent des traces sur notre planète, de l'extraction des matières premières à leur transformation en produits, en passant par le transport, la consommation et l'élimination des marchandises.» Elle s'inquiète du changement climatique qui progresse plus rapidement que prévu et de la perte dramatique de la biodiversité. Non seulement parce que l'agriculture et l'alimentation ont une influence considérable sur le climat, mais aussi parce que l'assortiment pourrait être affecté par les conséquences de cet

«Les regroupements sectoriels sont essentiels, car ils permettent de traiter des questions que les entreprises individuelles ne peuvent pas résoudre seules.»

état de fait. Le pas vers un avenir digne d'être vécu commence par la responsabilité personnelle, souligne Corina Milz, et cette responsabilité commence en interne.

Pour l'équité salariale et l'égalité des chances

Ce que peu de personnes savent: en matière d'égalité des chances, Lidl Suisse est dans le peloton de tête. En 2022, l'entreprise s'est certifiée pour la troisième fois consécutive pour le «Good Practice in Fair Compensation», un label de l'Association Suisse pour Systèmes de Qualité et de Management (SQS). En effet, le développement durable comprend également des facteurs sociaux tels que l'égalité et la promotion du genre. «Plus de 50 % des magasins sont dirigés par des femmes, les équipes de direction des magasins sont même composées à 67 % de femmes. Et les parents bénéficient de deux semaines supplémentaires de congé maternité ou paternité.

La possibilité de travailler à temps partiel est souvent bien accueillie – pour mieux concilier la vie de famille et la vie professionnelle», explique Milz. De plus, Lidl Suisse renonce à la déduction de coordination pour les caisses de pension, ce qui réjouit particulièrement les personnes travaillant à temps partiel. Stefan Andexer, Chief Human Resources Officer chez Lidl Suisse, explique l'équité salariale: «Pour nous, il n'y a aucune raison qu'un travail égal ne soit pas rémunéré de manière égale. Cette distinction nous conforte dans notre engagement et nous souhaitons ainsi envoyer un signal en faveur de l'égalité des sexes au-delà de la branche.»

Malgré les progrès, nous sommes loin d'avoir atteint l'objectif zéro émission nocive pour l'environnement. Pour cela, l'engagement de tous est nécessaire. «Les regroupements sectoriels sont essentiels, car ils permettent de traiter des questions que les entreprises individuelles ne peuvent pas résoudre seules. L'accord sectoriel visant à réduire de moitié le gaspillage alimentaire en est un exemple», explique Milz. Dans ce contexte, elle souligne également l'importance d'objectifs climatiques mesurables auxquels tout le monde peut se référer. Ce qui lui donne de l'espoir: «Le développement durable a désormais atteint le top management. Pour de nombreuses entreprises, c'est une priorité absolue.» Cela réjouit non seulement la clientèle, mais aussi l'environnement.



En matière d'égalité des chances, Lidl Suisse est dans le peloton de tête.

Lidl Suisse

Qualité, fraîcheur, développement durable et Swissness caractérisent l'assortiment sélectionné par Lidl Suisse. L'univers du détaillant se distingue par son efficacité et sa simplicité. Cela garantit le meilleur rapport qualité-prix et crée la base d'un développement durable vécu qui profite à tous. Lidl Suisse veut rendre les achats durables accessibles à tous les porte-monnaie. L'entreprise emploie plus de 4500 personnes dans le pays et gère plus de 160 filiales.

Lutter contre le changement climatique grâce à la transformation

SAP soutient les entreprises sur cette voie vers l'avenir avec des solutions numériques dans tous les départements, domaines d'activité, secteurs, chaînes d'approvisionnement et marchés. Il en ressort que développement durable et rentabilité ne sont plus contradictoires.

MICHAEL BAUMANN

Le développement durable et la protection du climat sont les thèmes du moment. Aucune entreprise ne peut encore se permettre de ne pas s'en préoccuper sans mettre en péril son succès commercial. «Ce n'est qu'ensemble que nous pourrions construire un avenir durable sans émissions, déchets ni inégalités», affirme avec conviction Michael Locher-Tjoa, Managing Director de SAP Suisse. C'est cette maxime que suit le fabricant de logiciels allemand SAP pour lui-même et pour ses clients. En effet, ces derniers souhaitent également gérer leur entreprise de manière durable tout en obtenant de bons résultats commerciaux à long terme. SAP les soutient sur cette voie avec des solutions qui offrent des fonctions de développement durable à l'échelle de l'entreprise, mais également spécifiques à chaque secteur. Elles permettent de promouvoir et de faire progresser le développement durable à grande échelle en intégrant des perspectives opérationnelles et financières dans les processus commerciaux de base.

Collaboration avec Coldplay

Les entreprises classiques ne sont pas nécessairement les seules à s'engager dans le développement durable. Le groupe de pop rock britannique Coldplay, par exemple, collabore également avec SAP dans ce domaine. L'objectif des musiciens est de rendre la tournée mondiale actuelle «Music of the Spheres» aussi neutre que possible en termes d'émissions de CO₂ et de la rendre plus durable et respectueuse de l'environnement que jamais. Pour le groupe mené par le leader Chris Martin, il s'agissait avant tout de réduire la consommation d'énergie, d'utiliser des technologies plus écologiques et de diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Les musiciens souhaitaient également impliquer leurs fans dans cette démar-

che et leur offrir une expérience de concert particulière. Pour concrétiser cette vision, le groupe s'est mis en quête d'un partenaire, et est tombé sur le fournisseur de logiciels allemand. «Coldplay et SAP ont une chose en commun: tous deux s'engagent pour le développement durable. Nous nous réjouissons d'unir nos forces pour rendre leur tournée aussi respectueuse que possible de l'environnement», a récemment déclaré Christian Klein, CEO et membre du conseil d'administration de SAP SE.

SAP a développé pour Coldplay une application de tournée qui, outre les informations sur les concerts, propose des expériences interactives sur le thème du développement

durable et contient des fonctions qui aident les fans à prendre des décisions plus écologiques pour leurs déplacements. L'application permet de s'immerger dans l'univers Coldplay pendant toute la durée de la tournée. Elle montre par exemple quel impact le type de voyage prévu pour arriver et repartir a sur l'empreinte carbone personnelle. Sept modes de transport différents peuvent être sélectionnés: voiture, taxi, train, transports en commun, vélo, marche à pied ou avion. Cela permet de simuler les effets de son voyage.

Les personnes assistant aux concerts qui décident d'utiliser des options respectueuses du climat reçoivent des codes de réduction pour des articles de merchandising dans

la boutique en ligne de Coldplay. L'application utilise la SAP Business Technology Platform et le SAP Cloud for Sustainable Enterprises. Dans le cas de Coldplay, le SAP Analytics Cloud fournit par ailleurs au groupe une vue d'ensemble de l'empreinte carbone causée par les déplacements des fans. Les musiciens peuvent ainsi toujours suivre de quelle manière les émissions de CO₂ calculées sont compensées.

Mais SAP favorise également le développement durable au quotidien. Selon Sabine Bendiek, Chief People & Operating Officer et membre du conseil d'administration de SAP SE, la technologie propre au groupe est au cœur d'une grande partie de la transformation



Le groupe pop-rock britannique Coldplay utilise une application de SAP pour son actuelle tournée mondiale.



mondiale et de la poursuite des 17 Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. De nombreuses entreprises et administrations adoptent en effet la nouvelle génération de logiciels SAP. Coop en est un exemple: un add-on



PHOTOS: DR

pour la planification du réapprovisionnement a été développé en collaboration avec le détaillant suisse. Celui-ci utilise l'intelligence artificielle pour réduire les coûts et la quantité d'aliments avariés. La solution informatique hautement automatisée SAP Replenishment Planning fait des prévisions précises de la demande sur la base des données de vente et calcule les quantités optimales à commander pour chaque produit et chaque magasin. La durée de conservation et la capacité des rayons sont également prises en compte.

Définir des objectifs climatiques ambitieux

SAP s'est engagé à atteindre le zéro net d'ici 2030 sur l'ensemble de sa chaîne de valeur conformément à l'objectif de 1,5°C de l'Accord de Paris. Cet objectif ambitieux devrait même être réalisé plus tôt que ce qui avait été initialement prévu, écrit Daniel Schmid, Chief Sustainability Officer chez SAP, dans un article de blog. Selon Schmid, l'entreprise veut atteindre la neutralité climatique dès 2023. Il ne pense pas que cet objectif soit trop audacieux. La conférence climatique COP26 de l'ONU qui s'est tenue l'année dernière à Glasgow et le pacte climatique qui y est associé ont envoyé un signal fort aux pays et aux entreprises pour qu'ils se fixent des objectifs plus ambitieux afin d'éviter de nouveaux dommages irréversibles liés au changement climatique. Selon Daniel Schmid, SAP veut faire les choses en grand avec ces ambitions, et afficher son courage d'agir pour être à la hauteur de son objectif d'aider le monde et d'améliorer la vie des gens.

Pour SAP, le développement durable n'est pas seulement une déclaration effectuée du bout des lèvres parce que le sujet est d'actualité: depuis plus de dix ans déjà, le groupe s'intéresse au thème du développement durable pour produire un impact économique, écologique et social positif. La définition et le suivi d'objectifs ambitieux et mesurables en utilisant des solutions numériques s'est révélé essentiel pour la décarbonisation.

Le relèvement de l'objectif d'atteindre zéro net dès 2030 est donc l'une des pierres angulaires les plus importantes sur la voie de la mise en œuvre d'une approche holistique du développement durable, qui s'étend à la protection du climat, à l'économie circulaire, à la responsabilité sociale, à la gestion et aux rapports globaux ainsi qu'aux nombreux do-

maines de la mise en réseau, comme l'explique Schmid.

Obtenir un effet de levier important

Grâce à l'orientation internationale de SAP, l'éditeur de logiciels dispose d'un effet de levier important pour aider d'autres entreprises à introduire rapidement des fonctions globales de gestion du développement durable. Selon les explications de Daniel Schmid, l'accent est mis sur l'accélération de la transformation des clients on-premise vers le cloud. Il est également prévu de renforcer encore la collaboration avec les principaux fournisseurs afin de s'engager à atteindre le zéro net et à fournir des produits et des services sur une base climatiquement neutre. Un point important est par ailleurs l'utilisation de centres de données de première classe (les propres centres, les co-localisations et les hyperscalers) avec une programmation durable et un ordinateur cloud-carbon-footprint pour toutes les solutions SAP cloud. Il est prévu de neutraliser les émissions de carbone restantes par la promotion des investissements directs dans l'électricité renouvelable et les fonds basés sur la nature et la technologie.

La prochaine étape consistera pour SAP à obtenir une validation externe par la Science Based Targets initiative (SBTi). Luka Mucic, CFO, membre du conseil d'administration de SAP SE et sponsor du conseil d'administration pour le développement durable chez SAP, a écrit à ce sujet dans le même article de blog: «Nous devons réinventer l'économie mondiale. C'est ce qui est nécessaire pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C. Nous devons tous intégrer le développement durable dans la structure de nos activités commerciales. Ce n'est qu'avec une stratégie commerciale elle-même durable et intégrée dans tous les aspects de notre activité que nous pourrions réduire les impacts négatifs et créer des systèmes régénératifs.»

Lutter activement contre le changement climatique est un défi pour les entreprises du monde entier. Il n'est surtout pas facile de recenser toutes les émissions indirectes liées aux activités de l'entreprise. Avec l'aide de spécialistes et d'innovations telles que SAP Cloud for Sustainable Enterprises, il existe de plus en plus d'entreprises intelligentes et durables qui, grâce à des solutions et des fonctions numériques, sont en mesure de mesurer et de gérer leur performance opérationnelle en ma-

nière de durabilité au niveau de tous les points de contact. Elles apportent ainsi une contribution positive à l'environnement, à la société et à l'économie.

Les données environnementales, sociales et financières peuvent par exemple être saisies de manière globale afin d'aider les entreprises à prendre de meilleures décisions. Et l'impact sur l'environnement peut diminuer si une entreprise réduit au maximum l'empreinte carbone de ses produits et processus. Pour éviter les déchets, toute la chaîne d'approvisionnement et de création de valeur peut être transformée en un processus de recyclage. Avec l'offre complète SAP Cloud for Sustainable Enterprises, les données et processus nécessaires sont intégrés. Une seule licence suffit aux entreprises pour gérer leur empreinte carbone, réduire le gaspillage de matériaux et atteindre des objectifs de durabilité sociale.



Michael Locher-Tjoa, Managing Director de SAP Suisse.

SAP

La stratégie de SAP a pour objectif d'aider à transformer chaque entreprise en une société intelligente et durable. En tant que leader du marché des logiciels de gestion, SAP aide les entreprises de toutes tailles et de tous secteurs à atteindre le mieux possible leurs objectifs. Le fournisseur de logiciels aide les personnes et les entreprises à acquérir des connaissances approfondies sur leurs organisations, favorise la collaboration et les aide ainsi à garder une longueur d'avance sur la concurrence. Grâce à son réseau mondial de clients, de partenaires, de collaboratrices et collaborateurs et d'esprits précurseurs, SAP contribue à améliorer le fonctionnement de l'économie mondiale et la vie des gens.

Des données pour protéger le climat

Les entreprises n'ont plus d'autre choix que de se pencher sérieusement sur la gestion des émissions. Seules celles qui misent dès maintenant sur la durabilité restent compétitives à long terme. Swisscom soutient les entreprises dans cette voie en leur proposant différentes offres.



Bureaux de la société Erich Keller AG, fondée en 1951, à Sulgen (TG), où se trouve

MICHAEL BAUMANN

La durabilité est depuis longtemps un mot-clé qui figure en tête de l'agenda politique en raison du débat sur le climat. En raison de l'évolution du marché de l'énergie en termes de disponibilité et de prix, le sujet gagne encore en importance et préoccupe les habitants de la Suisse. Mais les entreprises sont également confrontées à cette problématique et cherchent des solutions pour réduire les coûts, diminuer leur empreinte écologique et se comporter de manière plus durable sur le marché. La gestion durable est devenue un facteur de compétitivité central et va devenir encore plus importante. La numérisation peut largement contribuer à l'objectif de réduction des émissions de CO₂.

Pour que les entreprises puissent prendre des mesures et réduire leurs émissions de CO₂, il faut d'abord faire le point sur la situation actuelle. Pour ce faire, elles ont besoin d'un bilan carbone composé de chiffres fiables, car seule une comptabilité carbone permet de formuler des objectifs environnementaux et climatiques clairs et d'en déduire des potentiels de réduction. L'entreprise de télécommunications et d'informati-

que Swisscom poursuit elle-même depuis de nombreuses années des objectifs ambitieux dans le domaine de la protection du climat et dispose d'une longue expérience dans le traitement des données et d'un portefeuille vert dans les technologies de l'information et de la communication (TIC). «Les données sont un élément clé sur la voie de la neutralité climatique», explique Urs Lehner, responsable Business Customers chez Swisscom.

Faisable et précis

Grâce à son engagement en faveur de l'environnement depuis des décennies, Swisscom est aujourd'hui l'entreprise de télécommunications la plus durable au monde. L'objectif interne est d'atteindre la neutralité climatique sur l'ensemble de la chaîne de création de valeur d'ici 2025. De plus, elle veut apporter une contribution positive au CO₂ et économiser, avec ses clients, un million de tonnes par an. Pour Lehner, il est clair: «Le secteur des TIC dispose d'un levier important pour réduire les émissions de CO₂».

S'appuyant sur ce savoir-faire, Swisscom est en train de mettre

en place avec des partenaires une offre complète de services climatiques pour les clients commerciaux pour les soutenir dans leurs efforts pour améliorer leur bilan climatique. L'offre est modulaire. Il s'appuie sur les compétences de Swisscom dans le domaine des Green ICT et des solutions basées sur les données, comme le travail avec des algorithmes complexes. Le cœur du modèle est la collaboration stratégique avec des partenaires pour l'offre de plates-formes logicielles et de conseils climatiques. Lehner ajoute: «Aujourd'hui, les analy-

ses de l'empreinte carbone sont encore largement basées sur des sondages et des modèles. L'analyse de l'empreinte carbone basée sur des données est en revanche fondée sur des faits, donc beaucoup plus précise, et offre une base pour des objectifs mesurables et une mesure récurrente de l'impact des mesures prises».

Dans ses efforts de décarbonisation et de promotion de l'entrepreneuriat durable, Swisscom a déjà pu gagner quelques clients pilotes. En tant qu'entreprises, celles-ci ont pour objectif d'améliorer le relevé



«Nous voulons nous améliorer le plus rapidement possible.»

Urs Mauchle
Président du Conseil d'administration d'Erich Keller AG



le siège social depuis 1981.

PHOTOS: DR

de l'empreinte climatique et de faciliter ainsi la fixation d'objectifs ambitieux et la réduction des émissions de CO₂. L'un de ces clients pilotes est Erich Keller AG Innenausbau, Design und Technik de Sulgen (TG), qui bénéficie du soutien de Swisscom pour rendre ses émissions de CO₂ visibles. En outre, Swisscom, en collaboration avec un partenaire, montre dans le cadre d'un conseil climatique où des économies de CO₂ sont possibles dans l'entreprise qui fabrique des postes de travail système pour le négoce boursier et des devises, pour les centres

de commande, les centres de contrôle et les studios.

Projet pilote réussi

Urs Mauchle, copropriétaire et président du conseil d'administration d'Erich Keller AG, explique les raisons de sa participation au projet pilote par son ADN: «Notre entreprise a mis en place un système de gestion de l'environnement selon la norme ISO 14001 dès 1997, ce qui en fait l'une des toutes premières menuiseries suisses». La climatisation énergétiquement efficace des bâti-

ments est depuis longtemps l'une des activités principales de l'entreprise, qui a déjà collaboré à plusieurs reprises avec Swisscom. «Lorsque Swisscom nous a demandé de participer au projet pilote, nous avons accepté sans hésiter». En effet, malgré son engagement de longue date dans le domaine de la gestion environnementale, l'entreprise n'avait jusqu'à récemment que peu d'expérience ou de compétences en matière de bilan carbone. «Dans ce domaine, nous avons déjà fait un grand pas en avant dans le projet pilote», déclare Urs Mauchle.

En outre, Erich Keller AG a pu établir en trois mois environ un bilan CO₂ provisoire 2021 pour un projet de livraison des Swisscom Shops, qui s'est révélé étonnamment bon. En principe, Urs Mauchle souhaite pouvoir suivre une voie simple et pragmatique pour l'établissement du bilan: «Ceci afin de s'assurer que nous utilisons nos ressources en premier lieu pour améliorer notre bilan carbone et non pas en premier lieu pour collecter des données». Les données internes et externes ont été saisies et analysées à l'aide d'un outil logiciel. Ce processus s'est avéré simple grâce aux données internes qui étaient déjà disponibles. «En revanche, la saisie des données a été plus complexe pour les pièces spéciales commandées une seule fois ou de manière sporadique auprès des fournisseurs», ajoute Mauchle. «C'était et c'est toujours un défi».

Définir la politique CO₂

En regardant vers l'avenir, Erich Keller AG veut continuer à développer le bilan CO₂ pour en faire une composante fixe du système de gestion et compléter le système de gestion environnementale existant selon la norme ISO 14001. «Cela implique la définition d'une politique d'entreprise en matière de CO₂ ainsi que son institutionnalisation, par exemple au moyen d'adaptations logicielles du système ERP pour la collecte automatisée des données», comme l'explique Urs Mauchle.

En ce qui concerne le contenu, l'un des prochains ajouts devrait être la saisie et le calcul de l'impact CO₂ résultant des trajets domicile-travail des employés. Urs Mauchle résume ainsi les enseignements tirés du projet pilote: «Nous voulons nous améliorer le plus rapidement possible sur le plan conceptuel avec le bilan carbone, de sorte qu'à l'avenir, nous sachions encore plus précisément quels sont les leviers les plus efficaces pour réduire

les émissions de CO₂. Sur cette base, nous voulons ensuite définir d'autres mesures».

Grâce aux expériences faites avec les clients pilotes, Swisscom a l'intention de lancer ses offres à grande échelle sur le marché et de mettre en place un écosystème avec différents partenaires. L'offre se compose en principe de quatre éléments. Les solutions TIC vertes telles que Work Smart, Internet of Things (IoT) ou Cloud constituent la base de la réduction des émissions de CO₂.

Pour établir un bilan climatique, il faut une solution logicielle de soutien sous forme de service. Il s'ensuit une prestation de conseil pour l'élaboration d'une stratégie climatique durable, qui peut en outre être certifiée afin d'attester des efforts consentis. Le quatrième volet concerne l'intégration des données, par exemple pour rendre la mobilité plus durable et améliorer l'efficacité des bâtiments. Une solution sur mesure est ainsi élaborée pour chaque client, qui peut être composée et développée de manière modulaire.

Besoin croissant d'agir

L'évolution géopolitique a sensiblement modifié la situation des entreprises. À cela s'ajoutent des réglementations politiques de plus en plus nombreuses, qui renforcent le besoin d'agir, mais qui rendent aussi les entreprises plus enclines au changement. De nos jours, personne ne peut éviter de s'intéresser aux thèmes de la durabilité tels que la gestion du CO₂ et les économies de CO₂, le bilan climatique et la décarbonisation, et de chercher des solutions. Urs Lehner est catégorique à ce sujet: «La question n'est pas de savoir si une entreprise investit dans la durabilité, mais quand elle le fait».

Cette prise de conscience concerne l'ensemble de l'économie, avec toutes les grandes entreprises et les PME, car la transformation numérique est déjà en cours et ne peut plus être stoppée. Il suffit de quelques mesures dans le domaine de l'intelligence artificielle, des solutions IoT ou cloud, associées à des centres de données efficaces sur le plan climatique, pour obtenir des résultats insoupçonnés en matière de réduction de l'empreinte écologique de chaque entreprise en Suisse. Et outre le potentiel d'optimisation, il est souvent possible de tirer des enseignements précieux pour la conception de nouveaux modèles commerciaux.



«Les données sont un élément clé sur la voie de la neutralité climatique.»

Urs Lehner
Responsable Business
Customers chez Swisscom

Seule la coopération permet d'atteindre des objectifs de durabilité ambitieux

Les entreprises et les institutions unissent leurs forces dans un nombre croissant de domaines afin d'atteindre le plus rapidement possible l'objectif net zéro. Cela est particulièrement efficace dans les écosystèmes d'affaires liés à des thèmes spécifiques.



Pour que tous les objectifs d'une vie plus écologique et plus sociale soient réellement atteints. Ceci grâce à des coopérations étroites supplémentaires avec des experts et associations.

SOPHIE ZELLWEGER

Pour atteindre les objectifs de durabilité, de plus en plus de start-ups, de PME et de grandes entreprises tirent à la même corde. Cela se traduit également par la création de ce que l'on appelle des écosystèmes autour de thèmes tels que la mobilité, la santé ou l'habitat, dans lesquels toutes les participantes et participants mettent à profit leurs compétences et leurs ressources.

Effet de levier percutant

Les 193 Etats membres de l'ONU se sont engagés à atteindre les dix-sept Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies d'ici 2030. UBS est consciente du rôle crucial que joue le secteur financier pour orienter les capitaux vers ces ODD et contribuer ainsi à la réalisation de ces objectifs. La banque universelle se concentre ainsi sur les domaines «planète», «société» et «partenariats».

L'un des plus grands leviers pour obtenir un effet percutant dans

tous les domaines est la coopération. C'est également ce qui ressort d'une enquête menée par UBS auprès de quelque 2500 entreprises en Suisse. «Pour atteindre nos objectifs ambitieux en matière de durabilité, nous avons besoin de partenariats et d'écosystèmes», explique Sabine Magri, responsable opérationnelle (COO) des activités suisses de la grande banque.

Par exemple, pour le calcul des émissions de CO₂ ou le montage de modules solaires sur un toit, on mise sur la collaboration avec des experts en durabilité. «Grâce à des investissements et des conseils ciblés, nous contribuons à ce que les services et les produits 'verts' de nos partenaires soient mis à la disposition de nos clientes et clients, ce qui nous permet de faire avancer ensemble le changement», ajoute Sabine Magri.

Il ne fait aucun doute que les entreprises et les institutions unissent leurs forces dans un nombre croissant de domaines afin d'atteindre le plus rapidement possible l'objectif net zéro. En Suisse, deux tiers des



atteints, UBS veut constamment élargir ses écosystèmes commerciaux.

GETTY IMAGES

entreprises interrogées déclarent aujourd'hui collaborer avec d'autres sociétés dans certains domaines. Le plus souvent, les écosystèmes commerciaux se forment pour permettre la fourniture de services internes à l'entreprise.

Selon l'enquête d'UBS, la principale motivation pour une coopération avec différents partenaires est la possibilité d'offrir des services et des produits qui ne seraient pas réalisables en faisant cavalier seul.

Promouvoir la durabilité

Un exemple d'écosystème commercial respectueux de l'environnement est la «Green Class». Cet abonnement de mobilité «vert» de porte à porte combine des voitures électriques ou hybrides avec un abonnement général des CFF. Grâce à de telles solutions d'«économie partagée», moins de personnes ont besoin d'un véhicule personnel.

Dans le secteur de l'immobilier aussi, les solutions écologiques se multiplient grâce aux formes de col-

laboration. Par exemple avec la société de conseil zurichoise «pom+», active dans les domaines de l'immobilier et de la planification organisationnelle.

Avec la plateforme «key4 by UBS», elle a développé un service qui permet aux propriétaires d'immeubles de rendement de calculer les émissions de CO₂ et l'intensité énergétique de leur bien immobilier. En quelques clics, l'outil génère un rapport sur mesure qui montre comment les bons investissements permettent de réduire les émissions de CO₂, d'exploiter le potentiel énergétique et d'optimiser les coûts.

Comme c'est généralement le cas dans les écosystèmes d'affaires, les partenaires sont également sur un pied d'égalité dans cet exemple. «Heureusement, on ne sent pas de hiérarchie classique chez key4», déclare Peter Staub, président du Conseil d'administration de «pom+».

Tous les partenaires sont impliqués dans les processus de décision et peuvent participer d'égal à égal. «Nous nous sentons très valo-

UBS

UBS propose des conseils financiers et des solutions financières aux clients privés en Suisse ainsi qu'aux clients fortunés, institutionnels et aux entreprises dans le monde entier. Grâce à son expertise en matière de services financiers durables, le Groupe favorise le changement vers une société plus durable. UBS s'engage à atteindre l'objectif net zéro et elle soutient ses clients, ses collaborateurs, ses investisseurs et la société dans la transition vers une Suisse durable.

Il va de soi qu'en tant qu'entreprise, on veut donner le bon exemple: «Nous visons une réduction à net zéro des émissions de gaz à effet de serre provenant de tous nos secteurs d'activité d'ici 2050». UBS est un membre fondateur de la Net Zero Banking Alliance et de la Net Zero Asset Managers Initiative. En outre, le prestataire de services financiers collabore avec d'autres précurseurs et organismes de normalisation afin de contribuer à la transition vers une économie plus sobre en carbone.

«Pour atteindre nos objectifs ambitieux en matière de durabilité, nous avons besoin de partenariats et d'écosystèmes.»

Sabine Magri
COO de UBS Switzerland



risés dans ce réseau.» Le fondateur de l'entreprise, âgé de 60 ans, est en outre impressionné par la manière dont on ne parle pas seulement d'innovations dans ce projet, mais dont on se concentre toujours sur la mise en œuvre.

«Ce n'est qu'ensemble que nous y arriverons»

Aucun secteur, aucune entreprise ou institution ne peut relever seul les défis liés à la durabilité. Et pour que tous les objectifs d'une vie plus écologique et plus sociale soient réellement atteints, UBS veut constamment élargir ses écosystèmes commerciaux. Ceci grâce à des coopérations étroites supplémentaires avec des experts et des associations.

«Nous attendons avec impatience de nouveaux engagements et plans de mise en œuvre de la part de tous les acteurs de l'économie et de la société», déclare Sabine Magri, en souriant: «Nous sommes prêts! L'êtes-vous aussi?». Car «ce n'est qu'ensemble que nous y arriverons».

 **FAST
FASHION:
PEUT-ON
LA PORTER
ENCORE
LONGTEMPS?**

LES RÉPONSES À TES QUESTIONS:



**SUSTAINABLE
SWITZERLAND.CH**



**LA PLATEFORME
POUR LA DURABILITÉ.**

Sustainable Switzerland – une initiative de l'entreprise NZZ avec des partenaires leaders de l'économie et de la science.

